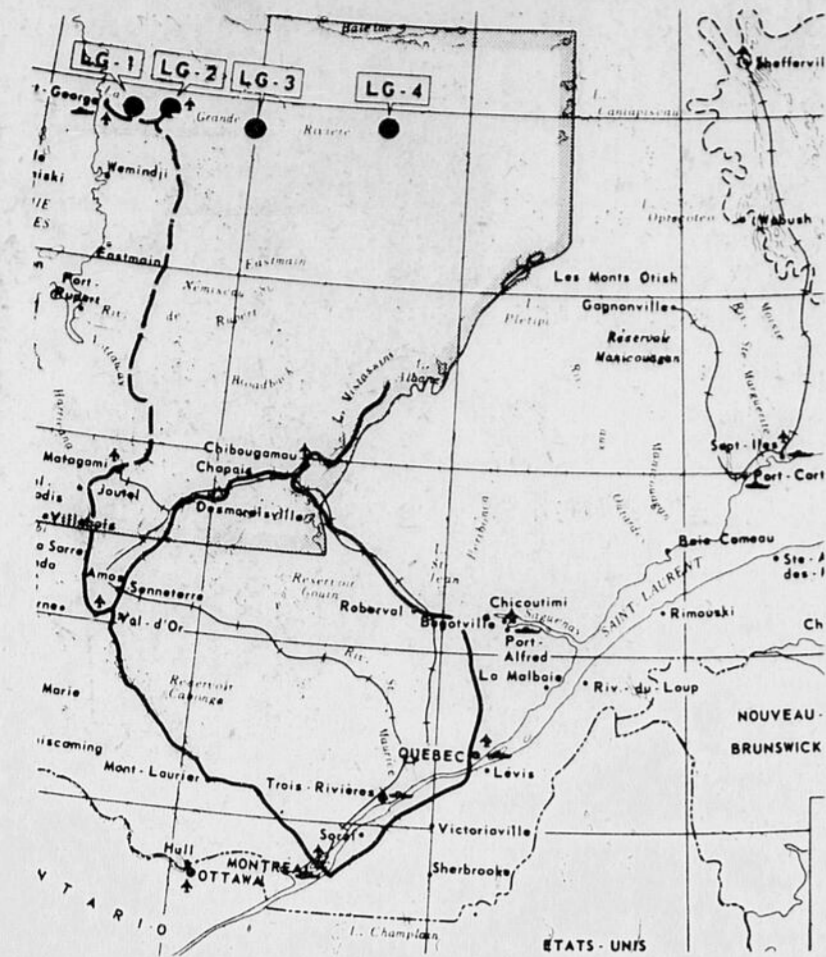


## Le CRD lance l'opération "Rapprochement Moyen-Nord"

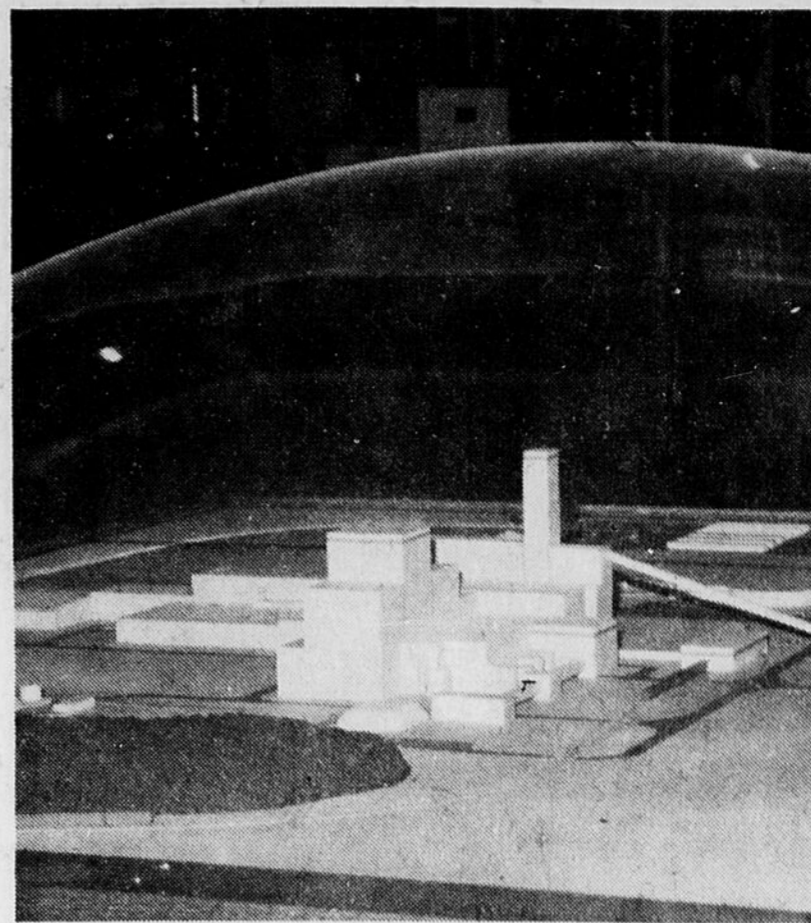


Objectif: lier la région au vaste territoire de la Baie James.

DOLBEAU — Le Conseil régional de développement (CRD) entend s'impliquer plus que jamais dans le projet de la Baie James pour obtenir des retombées économiques à court terme qui ont été défectives jusqu'à maintenant.

Dans le cadre d'une opération "Rapprochement Moyen-Nord", le CRD vient d'embaucher M. Lucien Roy, comme agent entre la région et le vaste territoire de la Baie James. Dans les objectifs immédiats de l'opération, le CRD veut provoquer l'amélioration des moyens d'accès directs, tant par terre que par air, et multiplier les rencontres et les échanges entre les administrateurs du vaste projet en voie de développement. M. Gaston Perron, président du CRD, a également proposé, au cours d'une conférence de presse, l'établissement dans la région d'un centre de notation et de distribution FOB, en ce qui a trait aux fournitures requises à la Baie James, comme mécanisme économique valable en vue d'atteindre les objectifs poursuivis par l'opération rapprochement. Lire en page A 2

## St-Félicien se prépare à un "boom" industriel



DONOHUE — Auparavant un mot, maintenant presque une usine...

La ville de St-Félicien connaîtra d'ici cinq ans un "boom" industriel, commercial et démographique, directement attribuable à la venue de l'usine Donohue.

Favorisée depuis quelques années par de généreuses subventions gouvernementales, Saint-Félicien devra dorénavant compter sur ses propres moyens pour se doter d'équipements et de services.

Au lendemain de la fusion entre la municipalité et la paroisse, et à la veille des élections, on se rend compte toutefois que Saint-Félicien est bien engagée sur cette voie, et l'expansion que lui procurera la venue de l'usine Donohue devrait lui faciliter le financement de ses projets.

Au plan politique, par contre, la conjoncture est plus nébuleuse avec la perte de pouvoir du député Lamontagne et le départ du maire Alfred Hamel.

Lire en page A 3

# LE QUOTIDIEN

DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN  
CHIBOGAMAU—COTE-NORD

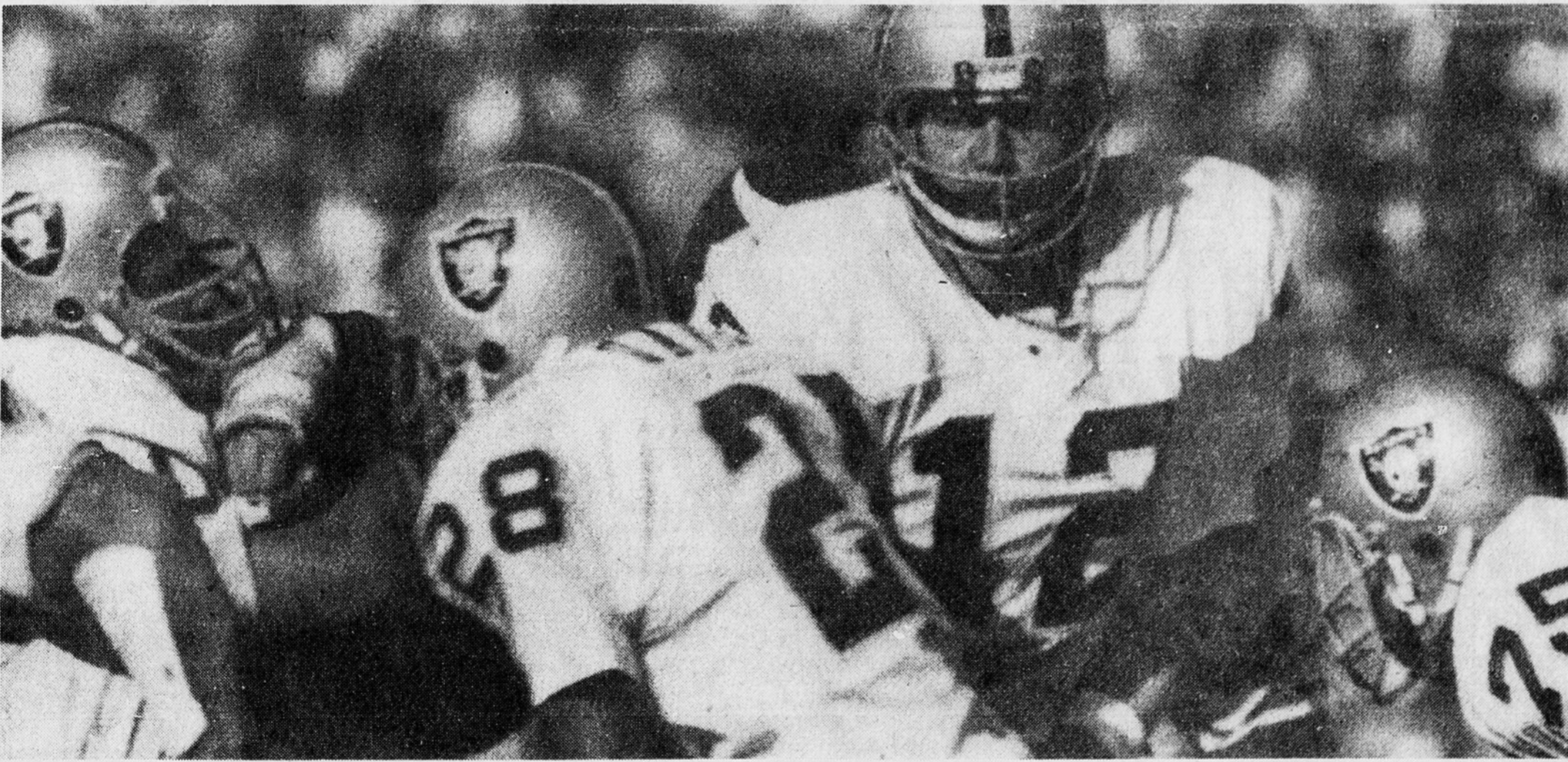
4e année No 83

Lundi 10 janvier 1977

20 pages 25 cents

## Super Bowl à Pasadena

### Eclatante victoire des Raiders d'Oakland



LES GAGNANTS — Le quart-arrière Ken Stabler, numéro 12, passe discrètement le ballon à Clarence Davis, numéro 28, pendant que des coéquipiers effectuent le blocage nécessaire. Ce jeu s'est déroulé durant la première demie de la partie. Les Vikings de Minnesota ont subi hier, une cuisante défaite aux mains des Raiders d'Oakland puisque ceux-ci l'ont emporté au compte de 32 à 14.

A lire à la page B 1

## L'ACDI en Amérique du Sud

### Brève tournée du ministre Don Jamieson

OTTAWA (PC) — Le ministre des Affaires extérieures, M. Don Jamieson, quittera Ottawa lundi pour faire un voyage de 16 jours dans trois pays latino-américains. Les entretiens qu'il aura, porteront surtout sur les possibilités d'expansion commerciale.

Le ministre séjournera au Brésil jusqu'au 17 janvier, au Pérou jusqu'au 21 janvier et en Colombie jusqu'au 26. Puis, il regagnera le pays.

Il voyagera à bord d'un avion du ministère de la Défense, en compagnie de membres du ministère du Commerce et de l'Agence

canadienne de développement international (ACDI). Quatre journalistes seulement seront du voyage.

De hauts fonctionnaires des Affaires extérieures ont déclaré que la visite sert de prolongement à celle qu'a effectuée le premier ministre Trudeau en Amérique latine, l'an dernier.

Ils ont précisé que l'Amérique latine et le Canada considèrent ces voyages comme faisant partie intégrante de la nouvelle politique de diversification des relations avec le reste du monde.

M. Jamieson estime que l'Amérique latine est l'un de nos marchés les plus importants.

"Nous n'allons pas nous contenter de demeurer là où nous en sommes", déclarait-il dans une récente interview.

Et il ajoutait: "Nous allons poursuivre nos efforts pour développer nos relations."

## EN BREF

### La France

Le plus grand secret entoure présentement la venue à Québec du ministre français de l'Economie qui doit rencontrer le premier ministre René Lévesque. En page A 5

### Pêcheurs du Canada

Les pêcheurs du Canada peuvent depuis le 1er janvier patrouiller à quelque deux cents milles au large des côtes ayant ainsi accès à quelques-unes des plus riches zones de pêche au monde. En page A 10

### Abou Daoud arrêté

A Paris, vendredi soir, des agents de la DST ont appréhendé un des dirigeants de "Septembre noir". On se rappelle des incidents qui avaient marqué les Jeux olympiques de Munich et qui avaient mené au massacre d'athlètes israéliens; eh bien, Abou Daoud avait reconnu avoir fourni des passeports aux sept terroristes qui avaient occupé le pavillon des victimes. En page B 10

## SPORTS

### Super Bowl

Les Raiders d'Oakland goûtent enfin à la gloire après avoir humilié les Vikings du Minnesota 32-14 dans le Super Bowl XI. En page B 1

### Match nul

Les Saguenéens de Chicoutimi doivent se contenter d'un match nul face aux Royals de Cornwall. En page B 2

### Curling

Lily Claveau et son équipe impressionnent au championnat régional de curling féminin. En page B 3

## SOMMAIRE

- Arts et spectacles A 8
- Annonces classées B 7- B 8
- Bandes dessinées B 9
- Bridge B 8
- Cinéma A 9
- Décès B 8 - B 9
- Finance B 6
- Horoscope B 8
- Mot mystère B 8
- Patron B 8
- Sports B 1 à B 6
- Télévision A 8

**PERFECTA**  
**6/36**  
**GROS LOT**  
\$169,218.00  
APPROXIMATIF  
VENDREDI

### NUMEROS GAGNANTS PEU IMPORTE L'ORDRE

	12	14	20	21	22	35
6 SUR 6		0				\$100,000.00
5 SUR 6		40				\$1,868.80
4 SUR 6		2,493				\$83.30
5 SUR 6+		3				\$16,612.20

NO COMPLEMENTAIRE S'APPLIQUANT SEULEMENT AU 5 SUR 6 +

**10**  
Vente totale: \$865,221.00

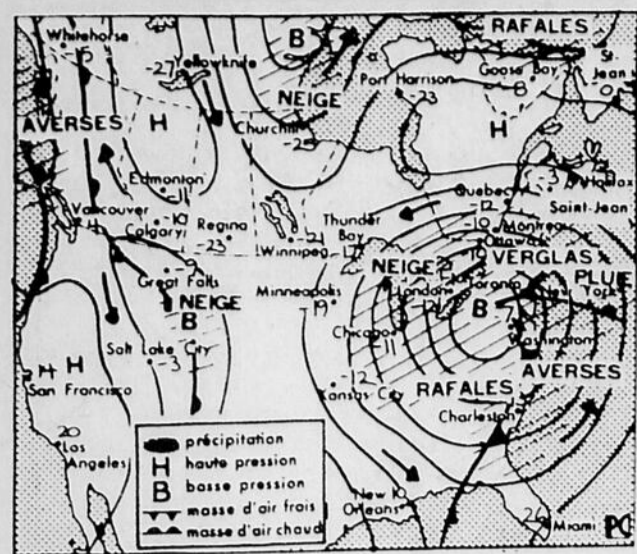
**Mini-loto**

NO	SERIE	NUMERO	PRIX
1 <sup>er</sup>	25	50059	\$50,000
2 <sup>e</sup>	9	21815	\$50,000
3 <sup>e</sup>	41	89417	\$50,000
4 <sup>e</sup>	18	85755	\$50,000

TIRAGE: 641ème  
VENDREDI 7 JANVIER 1977

NO	SERIE	NUMERO	PRIX
42			
164		50059	\$1,000
		21815	
		89417	
		85755	
14,952		059	\$25
		417	
		815	
		755	

# METEO



## PREVISIONS

**MONTREAL (PC)** — Prévisions météorologiques du Québec émises par Environnement Canada pour lundi avec un aperçu pour mardi.

**Montréal et Outaouais:** avis de neige et poudrière en vigueur. Neige débutant tôt en matinée, devenant forte par moments en après-midi avec vents de l'est de 30 à 50 km-h soulevant poudrière. Accumulation, 15 à 20 cm. Maximum, près de moins 13. Aperçu pour mardi: dégagement et vents modérés.

**Cantons de l'Est, Laurentides, sud de Pontiac, sud de Témiscamingue, Québec et Trois-Rivières:** avis de neige et poudrière en vigueur. Ennuagement en matinée suivi de neige en après-midi. Vents devenant de l'est de 30 à 50 km-h en après-midi soulevant poudrière. Neige devenant forte par moments en fin de journée. Accumulation, près de 15 cm. Maximum, près de moins 14. Aperçu pour mardi: neige et poudrière.

**Abitibi, nord de Pontiac, nord de Témiscamingue, Chibougamau, Haute-Mauricie et Lac-Saint-Jean:** ennuagement en matinée suivi de neige en début d'après-midi. Vents devenant de l'est de 30 à 50 km-h en après-midi soulevant poudrière. Neige devenant forte par moments en soirée. Accumulation, près de 10 cm. Maximum, près de moins 18. Aperçu pour mardi: neige et poudrière.

**Baie-Comeau et Rimouski:** ensoleillé, se couvrant en après-midi. Neige débutant en soirée. Vents venant de l'est de 40 à 60 km-h en soirée soulevant poudrière. Accumulation, près de cinq cm. Maximum, près de moins 16. Aperçu pour mardi: neige et poudrière.

**Sept-Îles et Gaspésie:** ensoleillé, se couvrant en fin d'après-midi. Neige débutant tard en soirée. Vents venant de l'est de 40 à 60 km-h en soirée soulevant poudrière. Accumulation, moins de cinq cm. Maximum, près de moins 10, sauf près de moins 12 à l'est de la Gaspésie. Aperçu pour mardi: neige et poudrière.

## DANS LE MONDE

**TORONTO (PC)** — Températures enregistrées dans les principaux centres d'Amérique du Nord.

	Min.	Max.
Vancouver	-4	4
Edmonton	-23	-20
Calgary	-16	-14
Yellowknife	-36	-34
Regina	-28	-18
Winnipeg	-33	-24
Churchill	-32	-30
Toronto	-17	-14
Kingston	-21	-15
Ottawa	-20	-17
Montréal	-19	-15
Québec	-23	-15
Fredericton	-15	-11
Saint-Jean, N.-B.	-15	-10
Moncton	-15	-10
Halifax	-8	-6
Charlottetown	-13	-9
Saint-Jean, T.-N.	2	3
New York	-6	-2
Washington, D.C.	-8	1
Miami	12	24
Los Angeles	8	17

## Opération "Rapprochement Moyen-Nord"

# Embauchage d'un agent de liaison

par Laurent Tremblay

**DOLBEAU** — Le CRD entend bien s'impliquer plus que jamais dans le projet actuel de la Baie James alors qu'il vient d'embaucher M. Lucien Roy, comme agent de liaison de l'opération "RAPPROCHEMENT MOYEN-NORD".

Au cours d'une rencontre avec les journalistes en fin de semaine, M. Gaston Perron a déclaré qu'il fallait placer le Moyen-Nord à la portée de la région 02 pour obtenir des retombées économiques à court terme qui ont été déficientes jusqu'à maintenant.

Dans les objectifs de cette opération, le président du CRD signale les moyens d'accès directs avec la région 08, de façon à créer une base de développement économique horizontal. Il estime donc qu'il serait important d'avoir une route qui se rendrait à Matagami en passant par Lebel-sur-Quévillon et se rapprocher ainsi de 125 milles. Quant aux communications aériennes, il faudrait créer un réseau efficace et rapide entre les régions 02 et 08, impliquant notamment des infrastructures d'aéroports au Lac-Saint-Jean et Chibougamau où ce service est actuellement déficient. Comme mécanisme éco-

nomique valable, il envisage qu'il faudrait établir dans la région, un centre de cotation et de distribution F.O.B. en ce qui a trait aux fournitures requises à la Baie James.

Concernant la main-d'oeuvre, il faut assurer, selon M. Perron, le lien entre la formation dispensée dans les institutions d'éducation et les besoins des projets du Moyen-Nord et être en mesure de fournir la main-d'oeuvre actuellement disponible chez nous.

Un projet tel que celui de la Baie James, s'étant développé indépendamment de la région 02, et des habitudes d'échanges s'étant développées avec d'autres régions ou fournisseurs, il y a lieu de considérer que la région aura à entreprendre les démarches nécessaires pour détourner une certaine partie des échanges (flux) actuelles à son profit", a déclaré le président du CRD.

L'affectation d'un agent en permanence pour les prochains mois permettra donc au CRD d'avoir le portrait des possibilités du Moyen-Nord et avec l'inventaire qui sera fait dans la région, on sera plus en mesure de s'engager dans un processus d'implémentation. M. Perron a cité en exemple que la région 08 qui s'est

déjà engagée, connaît des retombées qui peuvent déjà s'apprécier à deux niveaux, soit le placement de travailleurs à la Baie James et la possibilité de soumissionner F.O.B. Matagami.

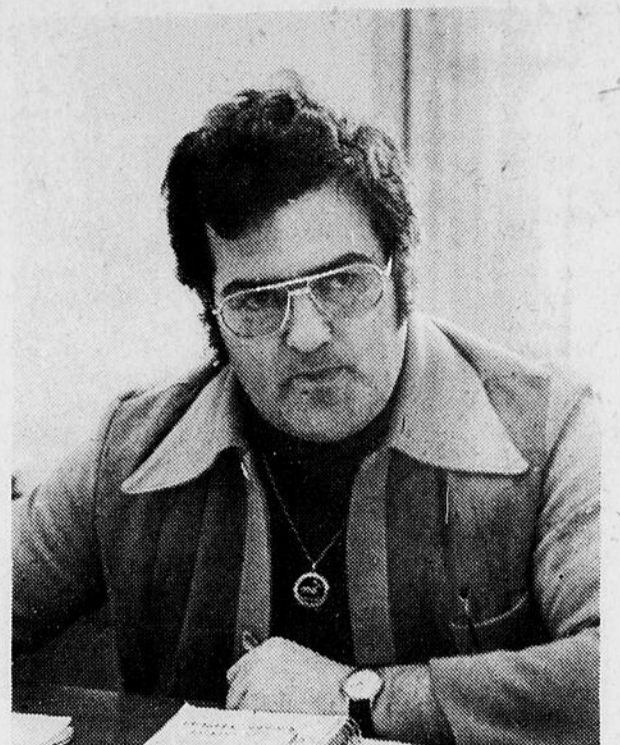
En plus d'organiser la visite de plusieurs entreprises représentatives de l'initiative régionale à la Baie James, le CRD entend bien favoriser des rencontres des représentants de la Baie James dans la région avec des groupes de régionaux pour l'approfondissement de thèmes suivants: développement minier avec l'UQAC et entreprises spécialisées; potentiel économique de la région (ce que l'on peut offrir) avec les commissaires industriels; potentiel industriel et de service avec les industries et entrepreneurs susceptibles de participer directement au projet; la formation et la main-d'oeuvre par une rencontre avec les représentants du monde de l'éducation et des centres de main-d'oeuvre. Enfin, une information et sensibilisation de la région par une rencontre avec les représentants de la presse.

M. Perron demeure persuadé que ce qui devient possible à moyen terme, c'est d'organiser les mécanismes économiques favorables pour que la région

s'implique et profite des retombées. Il mentionne qu'il faut assurer la compatibilité entre la formation et les besoins des projets Moyen-Nord actuels et potentiels. A long terme, M. Perron estime qu'il faut travailler à un développement urbain rationnel dans le Moyen-Nord surtout avec la préoccupation de confirmer Chibougamau comme centre régional de service.

Il a même signalé à cet effet que le Moyen-Nord possédait un bassin forestier important qui pourrait permettre à Chibougamau l'implantation d'un autre complexe forestier et papeter dans les années '80.

Le président du CRD s'est dit très optimiste concernant le projet FERVAL où l'on vient de découvrir un milliard de tonnes de fer avec toutes les qualités industrielles requises exploitables à ciel ouvert à raison de 9 millions de tonnes annuellement pendant 30 ans, confirmant ainsi la rentabilité économique du projet. Il a noté que la période du début des travaux de mise en place des infrastructures et aménagements requis pour l'exploitation pourra se situer vers la fin de 1979, selon l'échéancier actuellement établi. Ces travaux devraient déjà créer un apport économique très important puisque



Gaston Perron

l'on évalue ce projet à un milliard de dollars.

Toujours selon ce même échéancier, l'exploitation elle-même débuterait en 1983. Actuellement, a déclaré M. Perron, l'option du pipeline est connue et l'on attend du ministère des Transports l'étude sur le chemin de fer. Il est évident que le chemin de fer serait un moyen représentant beaucoup plus de souplesse au point de vue développement régional.

Après avoir souligné que l'usine de bouletage serait située près du concentrateur au Lac Albanel ou près du port de mer à Ville de La Baie, M. Perron estime qu'avec ses caractéristiques (main-d'oeuvre spécialisée en métallurgie et potentiel minier) la région doit songer dès maintenant à l'implantation d'usines de ferro-alliage et qu'il n'était pas utopique de promouvoir la région comme site sidérurgique.

## CSN et Roberval-Saguenay

# Le ministre du Travail recommande la reprise du vote

(Dernière heure)

par Gilles Paradis

**CHICOUTIMI** — Le ministre du Travail du Québec doit rendre public, aujourd'hui, le rapport des enquêteurs du ministère du Travail et de la Justice sur le vote du 5 décembre, commandé par l'exécutif du syndicat de Roberval-Saguenay.

M. Jacques Couture n'avait pas jugé bon de rendre public le résultat de cette enquête, mais des faits nouveaux ont impliqué qu'il revienne sur sa décision et c'est l'adjoint parlementaire du ministère du Travail, M. Guy Chevrette, qui fera connaître les vues du ministère du Travail, concernant les deux votes pris au cours de cette assemblée du 5 décembre qui a été fertile en émotion.

A ce que Le Quotidien a appris, le ministre du Travail recommande la reprise du vote, mais ne l'exige pas.

La deuxième partie du rapport constitue un blâme à l'endroit de la CSN où les enquêteurs ont détecté de nombreuses irrégularités. C'est notamment sur le deuxième vote que les enquêteurs ont détecté des irrégularités qui sont nettement avancées dans le rapport des enquêteurs et la CSN, à ce que nous avons appris, en prend un coup.

Le ministre du Travail, M. Jacques Couture, n'exige pas la reprise du vote sur les ordres de la compagnie Alcan, mais demande un nouveau vote, qui serait sous la surveillance d'enquêteurs spéciaux du ministre du Travail, ce que la CSN refuserait.

Les dirigeants de la CSN connaîtraient depuis quelques jours la conclusion du rapport et tenteraient d'en bloquer la diffusion, mais la décision du ministère du Travail du Québec serait irrévocable, et c'est aujourd'hui que l'on devrait connaître les résultats de cette enquête.

## Politique d'immigration

# Charbonneau invite les immigrants à partager les luttes des travailleurs

**MONTREAL (PC)** — Réunis en congrès à Montréal, les immigrants des Caraïbes ont été invités, hier, par le président de la CEQ, M. Yvon Charbonneau, à se joindre à la majorité francophone du Québec pour court-circuiter la politique d'immigration du gouvernement fédéral qui est réglementée de façon à nuire, par l'établissement de contingents par

origine ethnique, au développement culturel et politique du Québec francophone.

Le président de la CEQ, qui prenait la parole à l'occasion de la dernière session plénière de ce congrès, a signalé que la politique d'immigration du gouvernement avait un autre rôle: celui de freiner les demandes salariales des travailleurs québécois par la menace du chô-

mage. Pour contrer ce double effet, M. Charbonneau a pressé les immigrants de se regrouper, d'épouser les difficultés des travailleurs québécois et de participer en toute solidarité à leurs luttes. Les travailleurs québécois, a souligné le président de la CEQ, ne sont pas racistes, même si les travailleurs immigrants doivent souvent faire face à des condi-

## St-Félicien Les deux conseils siègent ensemble

**SAINT-FÉLICIEN** — Pour une première fois, les deux conseils de ville et paroisse, à Saint-Félicien, siègeront ensemble ce soir, devant les caméras de la Télévision Communautaire de l'endroit, donc devant pratiquement tous les contribuables intéressés. Une séance qui, nulle doute, sera des plus intéressantes à suivre, d'autant plus qu'elle sera tout probablement la seule du genre, puisque déjà l'élection d'un seul et nouveau conseil approche rapidement à Saint-Félicien. Intéressante, justement, parce qu'il sera possible à chaque citoyen félicienois, de pouvoir surveiller les agissements d'autant de ses politiciens municipaux réunis à une même table, et pour la plupart déjà en campagne

## Grand Mistassini Retrait temporaire de Dufour et Hébert

**MISTASSINI** — MM. Antonin Dufour et Jean-Yves Hébert, se retirent temporairement de la direction du conseil provisoire du Rassemblement des citoyens du Grand Mistassini.

En faisant connaître sa position, le président du comité provisoire, M. Antonin Dufour, a déclaré que ce mouvement voulait continuer d'être positif et ne pas être une tribune politique. Il a précisé que l'on se trouvait en face d'un contexte nouveau à la suite de la démission du maire et d'un conseiller municipal et que le champ démocratique était ouvert à tout le monde. Il ne veut pas être identifié à ce comité s'il prend la décision de poser sa candidature comme conseiller.

Quant à M. Jean-Yves Hébert, il a soutenu qu'il voulait se dégager du comité des citoyens où il avait adhéré comme conseiller technique.

M. Hébert n'a pas dévoilé s'il serait candidat se réservant une période de réflexion d'un mois comme M. Dufour. Il a toutefois admis aux journalistes que s'il décide de venir dans l'arène municipale, ce sera à la mairie.

Le Rassemblement des citoyens du Grand Mistassini aura donc à se choisir un nouveau président pour remplacer M. Dufour qui a fait observer que la charte était demandée et que la campagne de recrutement débutera incessamment.

## Bell Relève des techniciens

**MONTREAL (PC)** — Les superviseurs et les cadres de Bell Canada prendront la relève des techniciens si ces derniers se mettent en grève à la fin de janvier.

C'est ce qu'un porte-parole torontois de la compagnie, M. Mel James, a déclaré hier en précisant que les cadres avaient été informés de modifier au besoin leurs projets de vacances afin de pouvoir remplacer au pied levé les techniciens. Ces derniers participent actuellement à un vote par courrier sur les dernières offres de la compagnie, qui a repris à son compte les proposi-

## Alma Vitrines fracassées

**ALMA** — Quelques vandales s'en sont donné à coeur joie hier, à Alma, alors qu'ils ont fracassé les vitrines de deux commerces de la rue Sacré-Coeur.

Les vitrines des magasins Gagnon & Frères et Western ont en effet volé en éclats devant les coups irréflectifs de quelques apaches.

La Sûreté municipale ne rapporte cependant pas de vols dans ces commerces. Par ailleurs, la journée d'hier semble avoir été assez calme, les corps policiers de la région ne rapportant aucun accident ou vol majeur.

Samedi

Samedi, un individu s'est livré à la police de la Baie déclarant être l'auteur du vol survenu vendredi soir, à l'épicerie de M. Léon-Georges Tremblay à La Baie.

Une somme de \$1,300 avait alors été dérobée par un individu qui, affirmant avoir un pistolet dans sa poche, obligea les employés présents à se coucher à terre.

Il semble que l'homme ait été pris de remords et ait décidé de se rapporter à la police.

**LE QUOTIDIEN DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN**  
316, AV. LABRECQUE, CHICOUTIMI

Fondé le 1er octobre 1973, édité et imprimé par

**LE PROGRES DU SAGUENAY LIMITEE.**  
316, avenue Labrecque, Chicoutimi, P.Q.  
Tel. 545-4490

Président du conseil d'administration et éditeur: Jean-Guy FAUCHER

Président-directeur général: Gaston VACHON

Directeur de la rédaction: Denis TREMBLAY

Redacteur en chef éditorialiste: Bertrand TREMBLAY

Directeur de l'information: Bertrand GENEST

Chef des nouvelles: Claude COTE

Alma et les environs: 662-7829  
St-Félicien et les environs: 679-3832  
Sans frais interurbains: Abonnement et Service à domicile: 545-4664  
Petites annonces classées: 545-4895

Chief de pupitre: Charles-J. GAUVIN  
Directeur des ventes: Paul BERGERON  
Directeur de la publicité: Jean TREMBLAY  
Directeur mise en marché à la circulation: Jean BELAND  
Directeur du tirage: Jean-Louis LAVOIE

Le QUOTIDIEN DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN est membre de la Presse Canadienne, qui transmet également une sélection des meilleures informations des agences France-Presse, Associated Press et Reuters et de CDNPA (Canadian Daily Newspaper Association). Seule la Presse Canadienne est autorisée à reproduire les textes de Le Quotidien du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Dépôt légal: Bibliothèque Nationale du Québec  
Courrier de la deuxième classe (No 3213)

**DIRECTEMENT DU PROPRIETAIRE**

**A VENDRE**

Maison, située 214, Mellon, Arvida, 2 étages, sous-sol semi-fini, tapis mur à mur, terrain: 55' x 95', coin de rues, piscine creusée, chauffée, 14' x 28'.

**548-5389 après 5h00, 543-3304 le jour.**

# Saint-Félicien se prépare à subir le "boom" du développement Donohue

**SAINT-FÉLICIE** — Dans un climat qui, s'il n'est pas euphorique, est à tout le moins intense et fébrile, Saint-Félicien se prépare activement à accueillir la "manne Donohue".

Depuis son annonce définitive l'été dernier, tout tourne en effet autour de la venue de l'usine de pâte blanchie qui devrait occasionner, estime-t-on, une augmentation de 50 pour cent de la population d'ici cinq ans.

A une époque de stagnation économique chronique, le phénomène qui se produit actuellement à Saint-Félicien paraît marginal et exceptionnel, tellement on est peu habitué, dans la région, à la "réalité" du développement économique. Encore plus lorsqu'il survient subitement comme un "boom".

A priori même, on peut se demander si la ville est réellement préparée, "physiquement et psychologiquement", à SUBIR le développement, à l'intégrer et bien l'assumer. Du moins cette question se pose-t-elle lorsqu'on regarde l'importance de l'agglomération et le flottement politique qui baigne la nouvelle Saint-Félicien (fusion de la paroisse et de la municipalité depuis janvier: 7,200 âmes) à la veille des élections qui se dérouleront le 6 février prochain.

Bref, à l'aube d'un important développement industriel, commercial et démographique, Saint-Félicien a-t-elle les ressources humaines et politiques pour mener avec succès l'entreprise? Doit-elle également entreprendre d'importants projets pour s'équiper? Peut-elle les mener à terme aussi rapidement?

Il semble encore trop tôt pour répondre à la première question. Quant à la deuxième, toutefois, on se rend compte que si elle devra investir et mener à terme des projets relativement importants, l'agglomération n'aura pas à se réorganiser systématiquement.

## Privilegiée

Forteresse du député Robert Lamontagne, du temps où ce dernier jouissait des avantages inestimables du pouvoir, Saint-Félicien a sans aucun doute été une municipalité privilégiée par les subventions gouvernementales.

Depuis six ans, en effet, le tandem Lamontagne-Hamel a permis à la municipalité d'entreprendre des travaux majeurs, et de jeter les bases de projets non moins importants.

Quant au maire Alfred Hamel lui-même, jouissant

du dynamisme et de l'influence de son entreprise, il a laissé après 20 ans plusieurs preuves concrètes de son passage.

Ainsi, le travail des deux hommes et la généreuse "collaboration" gouvernementale s'est traduite par plusieurs réalisations:

- une expansion domiciliaire relativement impressionnante, favorisée par des octrois gouvernementaux.
- un jardin zoologique qui depuis 1972 mène un projet d'expansion qui en fera un site unique en Amérique du Nord.
- l'aménagement d'un centre de ski.
- la construction d'un centre culturel et d'un centre sportif.

- l'aménagement d'un aéroport municipal.
- l'implantation d'un campus collégial qui dessert le haut du Lac.

D'autres projets viendront bientôt étoffer encore les différents services municipaux, gouvernementaux et commerciaux.

- un nouveau campus collégial.
- un nouveau puits d'alimentation et un réservoir d'eau potable.
- la construction d'un garage municipal.
- la construction d'une caserne de pompiers.
- la construction d'un centre commercial.

## Fusion

L'arrivée de la presque mythologique usine Donohue a certes accéléré le processus de regroupement de Saint-Félicien et de sa paroisse. Dès le lendemain de la pompeuse cérémonie organisée par les deux mécènes gouvernementaux, la fusion des deux entités municipales devint vite, pour la ville de Saint-Félicien et le député Lamontagne, l'étape la plus urgente à réaliser.

Or, les réticences de la paroisse — elles en ont toutes lorsqu'il s'agit de se fusionner avec la municipalité urbanisée de l'agglomération — ont été mises en veilleuse devant certaines allusions (quelques-uns parlent de menaces) à l'effet que les abondantes subventions gouvernementales pourraient être "coupées" si le regroupement tardait trop.

L'agglomération doit en effet bénéficier de subventions diverses de l'ordre de \$7 millions. Actuellement, environ \$4 millions ont déjà été consentis.



**SUBVENTIONS** — De généreuses subventions ont été promises et, en partie, accordées à Saint-Félicien pour compléter ses infrastructures et équipements. Le changement de gouvernement occasionnera-t-il des modifications sur cette question? Quatre personnes qui ne peuvent sans doute y répondre: le

député Robert Lamontagne, le maire Alfred Hamel (il se retirera en février de la vie publique politique), l'ancien ministre des Affaires municipales, M. Goldbloom, et le maire de la paroisse, M. Laval Boily (il se présente à la mairie de Saint-Félicien).

## Changements

L'accession du gouvernement péquiste au pouvoir a par ailleurs changé considérablement la conjoncture politique du comté Roberval, et par le fait même, celle du "château-fort" du député Lamontagne.

Ce dernier ne détient plus, bien sûr, les leviers qui lui permettaient certaines largesses gouvernementales pour Saint-Félicien. Une question demeure donc encore en suspens: le nouveau gouvernement entérinera-t-il les subventions promises par l'ancien ministre des Affaires municipales, Victor C. Goldbloom?

Car manifestement, les élections du 15 novembre ont brisé la combinaison "Hamel-Lamontagne". La

nouvelle ville aura peut-être la vie moins facile au point de vue financier si le nouveau gouvernement rationalise les politiques de subventions conditionnelles et statutaires.

Coincidence? Le maire Hamel abandonne une carrière municipale relativement fructueuse quelques semaines après la défaite du parti ministériel, et donc, au lendemain de la "perte d'influence" du député Lamontagne.

Une chose est donc certaine: au niveau de la politique municipale, Saint-Félicien se prépare à vivre d'importants changements. La première séance du conseil de la nouvelle municipalité devrait en ce sens apporter certains indices alors que les quatorze élus siégeront pour la première fois.

# Explosion démographique prévue à St-Félicien

**SAINT-FÉLICIE** — Si les prévisions du ministère de l'Expansion économique régionale sont exactes, l'implantation de l'usine Donohue à Saint-Félicien devrait créer directement 1,000 emplois dès 1979.

Saint-Félicien connaîtra donc une explosion démographique qui devrait, selon son commissariat industriel, M. Gaston Grenier, porter sa population à plus de 11,000 habitants.

C'est toute la vie de la municipalité qui est appelée à changer, estime-t-on, car l'usine entraînera né-

cessairement d'autres développements, ce qui provoquera bien sûr la création de plusieurs emplois indirects tant au niveau des services commerciaux et municipaux, que dans le domaine de l'industrie.

D'autres projets suivront en effet l'implantation prochaine d'un centre commercial, et on espère que l'accroissement de la population amènera le gouvernement à installer des bureaux "satellites" pour la plupart de ses services régionaux.

A moyen terme, on envisage également un essor intéressant des industries complémentaires à celle de la future usine Donohue.

Par exemple, on anticipe le développement de la petite et moyenne entreprise qui opère dans le domaine de l'entretien mécanique, de l'électricité et du transport.

A tout le moins, indique-t-on encore, le développement assurera à plusieurs petites industries existantes un rendement supérieur et une rentabilité plus grande.

## Urbanisme

L'expansion domiciliaire représentera sans aucun doute le levier qui permettra à la municipalité d'entreprendre d'autres projets d'équipement pour diversifier les services et augmenter son équipement. Au préalable, on adoptera un nouveau plan directeur d'urbanisme.

En 1976 seulement, la paroisse s'est enrichie de 70 nouvelles résidences unifamiliales, alors que dans la municipalité, on en construisait une trentaine.

## Roberval

La concurrence entre les deux agglomérations étant déjà très vive, nul doute que Saint-Félicien espère supplanter le chef-lieu de la région, Roberval.

En ce qui a trait à la population, Saint-Félicien devrait devancer Roberval d'ici cinq ans.

L'augmentation de l'activité commerciale, et donc la venue d'autres commerces ainsi que le développement de ceux qui existent déjà, devrait permettre à Saint-Félicien de concurrencer sans complexe Roberval.

Quant aux services gouvernementaux, nul doute que des pressions ne tarderont pas à se mener pour l'implantation de bureaux régionaux dans la municipalité.

## Organismes

Par ailleurs, depuis un an, la Chambre de commerce de Saint-Félicien a repris vie, et une partie importante de son activité est consacrée "à ce qui s'en vient".



**POPULATION** — La population de Saint-Félicien devrait atteindre 11,000 habitants d'ici cinq ans, devançant dans ce domaine la ville voisine, Roberval. Actuellement, l'agglomération compte environ 7,200 habitants.



**SIGNATURE** — Le premier ministre lui-même était venu, il y a quelques mois, annoncer la tant attendue usine Donohue, et signer les documents de l'entente avec le gouvernement fédéral. Dans l'ordre habituel, M. Jean Chrétien, ministre de l'Industrie et du

Commerce, M. Marcel Lessard, ministre de l'Expansion économique régionale, le premier ministre d'alors, M. Robert Bourassa, et le ministre responsable à cette époque de l'OPDQ, M. Gérard-D. Lévesque, et derrière le maire Hamel.

# Bientôt, des élections mouvementées... corsées

**SAINT-FÉLICIE** — Les élections du 6 février prochain s'annoncent mouvementées et corsées à Saint-Félicien.

Le départ du maire Alfred Hamel, s'il se manifeste d'une certaine façon comme un signe des temps, crée néanmoins un grand vide politique, vide que le maire de l'ancienne paroisse, M. Laval Boily est le seul, jusqu'à présent, à vouloir combler.

Tenues au suffrage universel, les élections devront porter au conseil trois représentants de la paroisse et trois de la municipalité.

Or, trois conseillers de l'ancienne municipalité de Saint-Félicien appuient, officieusement ou officiellement, M. Boily: Aurélien Talbot, Louis-Philippe Tremblay et Guy Claveau. Ces candidats, tout comme le seul candidat à la mairie, sont identifiés comme sympathisants au Parti québécois et cet élément pourrait devenir important au cours de la prochaine campagne.

Par contre, M. Georges Laberge, un conseiller de la municipalité, semblait représenter le successeur

logique d'Alfred Hamel, mais il ne se présentera pas à la mairie.

Au niveau de la paroisse, trois candidatures jusqu'ici: l'ancien maire J. Arthur Guay sollicite un mandat de conseiller, de même que les actuels conseillers Jean-Louis Nault, et Paul-Emile Tremblay.

## Nouveaux venus

Les observateurs de la scène municipale croient que des figures nouvelles peuvent encore entrer dans la lutte, bien que rien ne soit encore ressorti des tractations de coulisse sur le sujet.

Le thème de la campagne portera sans aucun doute sur la nécessité de donner à Saint-Félicien une "administration planifiée".

# Les TVC préparent un mémoire

**SAINT-FÉLICIE** — Le nouveau ministre des Communications au Québec, M. Louis O'Neil, a donné suite favorablement à la demande du comité provisoire pour le regroupement des TVC du Québec, à l'effet que soit prolongé l'échéancier de la consultation en matière de câblodistribution au Québec.

Le ministre accepte en effet que cette consultation soit prolongée jusqu'au 1er mars 1977, alors que normalement elle devait prendre fin le 31 décembre 1976. Persuadé, dit-il, de la

pertinence des commentaires que peuvent lui apporter les groupes communautaires en regard de cet avant-projet, le ministre fait savoir qu'il les recevra avec plaisir.

Les 26 TVC toujours existantes au Québec doivent en effet se réunir prochainement à Québec pour la conception d'un mémoire qu'ils présenteront au ministre, lors même d'une rencontre qu'ils auront avec M. O'Neil qui a déjà donné son assentiment pour ce.

## R. Guy Dion, O.D.

Optométriste, Spécialiste de la vue

Tient à aviser sa clientèle qu'il est maintenant déménagé au:

302, St-Vallier Chicoutimi

## Maison de la semaine



127, Octave, (quartier Ste-Claire), bungalow, 3 chambres à coucher, salon, cuisine, salle de bains, pas de voisin en arrière. \$27,000.00

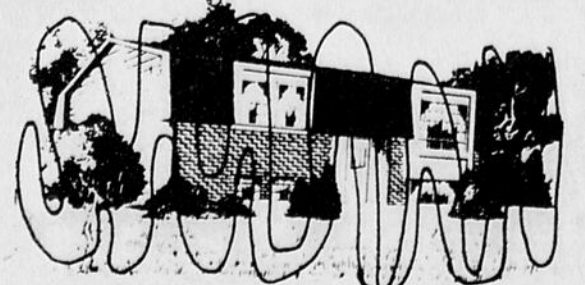
145, rue Thibault, Chicoutimi-Nord, 3 chambres, salon, cuisine, très bien décorée, terrain clôturé, mur en pierres, bien aménagée, possession immédiate.

LES IMMEUBLES J.-A. BELLEY INC. 54, RACINE EST, CHICOUTIMI TEL.: 543-0795

Samuel Desbiens, ass.: 549-8482 Jérôme Côté, ass.: 549-9255

## MAISON DE LA SEMAINE un toit pour vous

Venez voir nos maisons, cela ne vous engage à rien.



Desbiens & Bouchard INC. 200 des Erables, Ville de La Baie, tél.: 544-6821

## COMMENTAIRE QUOTIDIEN

## Même si l'Alcan n'y est plus, la Guyane encaisse du profit

Il y a encore des gens pour affirmer que le gouvernement nationaliste de la Guyane, en Amérique du Sud (c'était autrefois une colonie britannique), a fait une bien mauvaise affaire, en expulsant la compagnie canadienne Alcan.

Mais des représentants de cette dernière ne manquent pas l'occasion de signaler que l'Alcan paie toutefois la bauxite guyanaise moins cher, depuis que le premier ministre Forbes Burnham a mis un terme à la domination économique du Canada. C'est une façon comme une autre de laisser entendre qu'une population n'y gagne pas, sur le plan matériel, à vouloir obtenir le dernier mot contre un industriel multinational comme l'Alcan.

C'était en 1971. La Demerara Bauxite Co., filiale de l'Alcan-Montreal, devenait la Guyana Bauxite Co. (Guybau), suite à la nationalisation de ses installations par le gouvernement de M. Burnham.

Guybau est située à Linden, une ville qui s'appelait Mackenzie, à l'époque où l'Alcan dirigeait l'économie de la Guyane. Linden, soit dit en passant, est le second prénom du premier ministre Burnham...

En 1971, les Guyanais décidaient de prendre le contrôle de leur économie, en consentant néanmoins à dédommager les investisseurs étrangers. Ainsi, l'Alcan abandonna ses propriétés dans ce pays, moyennant une compensation de \$53,5 millions, laquelle est payable en l'espace de 20 ans.

Suivant le bilan pour l'année 1975, Guybau a réalisé un profit net de \$20 millions (dollars canadiens), une augmentation de l'ordre de 47 pour cent sur l'année précédente.

Au cours de l'année, les ventes totales de Guybau se chiffrent par \$105 millions, une progression de 27 pour cent par rapport à 1974. Exprimé en dollars guyanais, ce chiffre d'affaires de Guybau, en 1975, s'est élevé à \$273 millions.

Les performances de la Guyana Bauxite Co. se révèlent donc intéressantes, même si l'Alcan n'a plus rien à voir avec l'administration de cette entreprise. Guybau, qui met chaque année sur le marché plus de 1,5 million de tonnes de bauxite, compte encore l'Alcan parmi ses clients. Mais les différents types de bauxite et d'alumine provenant de la Guyane sont principalement acheminés en Europe de l'Ouest. Ce marché, à lui seul, a absorbé près de 50 pour cent de la production guyanaise l'année dernière.

Ce sont cependant des entreprises des Etats-Unis qui se chargent des diverses étapes de mise en marché du minerai en provenance de Guyane.

Samincorp Inc., de New York, achète du gouvernement guyanais, seul actionnaire de la compagnie, la production de Guybau. Puis, il appartient à Philipp Bros., autre société new-yorkaise, d'écouler la bauxite et l'alumine sur les différents marchés.

Il faut dire aussi que la compagnie Guybau est dirigée par un ex-diplomate des Nations unies, M. Pat Thompson. Le gouvernement guyanais, qui dirige présentement une portion de 80 pour cent de l'économie nationale, n'emploie pas le terme bénéfique, cependant, pour désigner les gains de Guybau. Le premier ministre Burnham préfère remplacer le mot "profit" par "surplus". Profit, d'après les stratégies guyanais, fait partie du vocabulaire bourgeois, mais doit être introuvable dans les expressions utilisées par un régime socialiste qui se respecte...

Il existe, enfin, une autre industrie nationalisée qui se spécialise dans le domaine de la bauxite. C'est la compagnie Bermine, qui appartenait autrefois à la Reynolds Guyana Mines Ltd., société des Etats-Unis, qui a été chassée de Guyane, à l'instar de l'Alcan.

Comme on peut le constater, l'Alcan n'a pas été prise au dépourvu, quand le gouvernement guyanais s'est emparé de ses biens en 1971. Il en est aussi de même pour Guybau, qui parvient à tirer son épingle du jeu sans la contribution de la compagnie montréalaise.

L'Alcan est demeurée en position de force en raison de l'abondance et de la diversité de ses fournisseurs de bauxite et d'alumine. Aujourd'hui, la bauxite assurant, par exemple, le fonctionnement de ses deux alumineries, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, provient principalement de Guinée, en Afrique occidentale. L'Alcan possède en outre des gisements de bauxite en Malaisie, en France, en Inde et au Brésil. La compagnie canadienne se procure de l'alumine (première étape du raffinage de la bauxite) d'Australie et de Jamaïque.

Somme toute, ces matières premières essentielles requises par l'Alcan ne s'épuiseront pas à court terme. Une autre chose certaine, par ailleurs, est que les pays fournisseurs se monteront de plus en plus exigeants envers des utilisateurs comme l'Alcan. Une association internationale de producteurs de bauxite a été constituée, afin de relever le niveau des prix, à la manière des pays exportateurs de pétrole.

Il est plus que temps pour les pays industrialisés de partager leur prospérité avec ces nations défavorisées!

Gabriel BERBERI



## AU FIL DE LA PENSÉE

## Avant le Carnaval-Souvenir, il faut fêter Elizabeth II!

A bien y penser, ce n'est pas une si mauvaise idée que de vouloir prendre part à la célébration du 25<sup>e</sup> anniversaire du couronnement de la Reine Elizabeth II, qui est la souveraine de tous les Canadiens, y compris les Québécois, peu importe ce qu'ils en pensent.

Car, que l'on soit d'accord ou non, ou tout simplement indifférent devant l'événement, il faudra contribuer financièrement à ce jubilé d'argent. Et puis, une fête de ce genre, ça n'arrive tout de même pas très souvent, n'est-ce pas?

De toute façon, les citoyens canadiens sans exception sont sujets britanniques. C'est écrit noir sur blanc sur tous les passeports délivrés aux Canadiens (les Québécois aussi) qui en font la demande.

Le même passeport, qui sert au Québécois, à l'Ontarien, au Manitobain, au Saskat... enfin, bref, à tous les Canadiens qui voyagent à l'étranger ou qui se proposent de le faire un jour, précise d'ailleurs ce qui suit, au départ: "Le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures du Canada, au nom de Sa Majesté, la Reine, prie les autorités intéressées, de bien vouloir accorder libre passage au porteur de ce passeport, de même que les facilités et la protection dont il aurait besoin." Et voilà? Ce n'est pas si difficile à comprendre, après tout. Tout le monde, ici, moi qui écris et vous qui lisez, nous sommes des gens au service d'Elizabeth II.

Bien sûr, les Québécois en général sont d'abord attirés par la France, plutôt que par l'Angleterre (les puristes disent aussi Grande-Bretagne et Royaume-Uni), lorsqu'ils ont les moyens de se rendre en Europe. Mais rien n'empêche que ces voyageurs francophones sont avant tout des sujets britanniques.

Alors, dans ces conditions, pourquoi se priver plus longtemps du plaisir de fêter sa reine, comme tout bon citoyen d'une colonie à part entière? Ah oui, j'allais oublier de vous faire part que j'ai eu la chance de visiter un autre territoire d'Angleterre, la Grenade, une île minuscule des Caraïbes, surpeuplée avec ses 300,000 citoyens, et qui nage littéralement dans la pauvreté, même si elle est située à proximité de Trinidad et Tobago et du Venezuela, des nations prospères, grâce à leur pétrole. C'était au printemps de 1973, quelque temps seulement avant que la Grenade n'accède au statut de pays indépendant. Je n'ai séjourné que quelques heures sur cette île volcanique. Ce fut cependant suffisant pour avoir honte d'être sujet britannique.

Parce que j'ai découvert, brutalement, que j'étais bel et bien un membre d'un empire colonial, et considéré comme tel. Les seules ressources de la petite Grenade, belle mais fragile, sont la muscade, les bananes, le soleil, ses plages et le touriste qui ne lève pas le nez sur les Noirs sans-le-sou. L'économie de Grenade est vulnérable. On

a exploité ses habitants et leurs richesses limitées. Et c'est là le drame qui m'a bouleversé. Malgré tout, le peuple de Grenade a su relever la tête, en mettant un terme à la domination britannique, en dépit des représailles économiques de Londres.

Mais on s'écarte du sujet principal. Pour y revenir, il serait bon de rappeler, au cas où il y aurait encore des lecteurs qui ont oublié, que Sa Majesté Elizabeth II a accédé au trône d'Angleterre, le 6 février 1952. Le 6 février prochain marquera donc précisément le 25<sup>e</sup> anniversaire de son couronnement. C'est dire qu'on a tout le temps voulu pour souligner comme il se doit cette date historique de la monarchie britannique, puisque le Carnaval-Souvenir de Chicoutimi ne se déroule que du 10 au 20 février...

Les sujets britanniques disséminés sur tous les continents se préparent à rendre hommage à la souveraine. D'après ce que l'on sait, les habitants du Canada, de la Barbade, de la Nouvelle-Zélande, de Hong Kong, d'Australie et de Gibraltar tiendront diverses manifestations à l'occasion du jubilé d'argent d'Elizabeth II. Ces principales colonies anglaises et d'autres membres du Commonwealth britannique (groupe de pays demeurant sous l'influence anglaise) procéderont notamment à l'émission de timbres commémoratifs pour signaler dignement l'anniversaire royal.

Le plus drôle de l'histoire est que ce sont des Américains, ces descendants de sujets britanniques ayant compris il y a deux cent ans, que la monarchie ne conduisait à rien, qui réaliseront les transactions les plus payantes avec les philatélistes éprouvés de l'admiration pour Elizabeth II...

Au début de son règne, cette reine, héritière de William le Conquérant, premier à être couronné en Angleterre en l'an 1066, avait juridiction sur un domaine neuf fois plus vaste que l'empire romain à son apogée. Aujourd'hui, le royaume d'Elizabeth est plus modeste, méconnaissable, démantelé, et il n'existerait plus, ne serait-ce de la fidélité des nations canadienne et australienne!

Comme on dit en Angleterre, Dieu Sauve la Reine... de la sédition et d'autres calamités du genre! Car, il n'y a pas que les Québécois et une foule d'autres Canadiens qui se demandent à quoi peut bien servir la Couronne, en 1977. Les Irlandais du Nord (Ulster) s'entre-tuent pour ne plus s'y soumettre et la fière Ecosse veut à son tour se séparer du Royaume-Uni. Des Anglais eux-mêmes, apprend-on, échangeraient volontiers le coûteux symbole de la famille royale, ses palaces et ses bijoux, pour un meilleur standing de vie. Non, le trône, ce n'est plus facile. Tellement, que c'est même devenu gênant de s'y asseoir!

Gabriel Berberi

## PAROLE AUX LECTEURS

## L'avortement demeure un sujet controversé

Un endroit où coule le lait et le miel, même en ruissellement, n'existe pas sur terre. Il doit s'agir du ciel. Selon M. J.-N. Tremblay, par suite des avortements des Morgentaler, il n'y aurait plus d'humains pour entrer au ciel. Ceci est impossible. Il y a des milliards d'humains, leur nombre va en augmentant, on souffre de surpopulation, et aucune femme n'est obligée d'avorter.

M. Jean-Noël Tremblay condamne l'avortement au nom du respect de la vie. "L'enfant conçu est un être vivant, qui au moment où il a commencé à se former, a droit à la vie." Dans l'état actuel des connaissances, on ne peut parler d'enfant conçu ni d'être humain. Il s'agit d'un oeuf, puis d'un embryon, puis d'un fœtus. Consultons, sur les propres conseils de M. Tremblay, le dictionnaire Larousse. Oeuf: cellule résultant de la fécondation; Embryon: organisme, en voie de développement; Fœtus: em-

bryon de plus de trois mois chez l'homme. Donc, jusqu'au début du quatrième mois, Larousse ne parle pas d'enfant.

Pour circonscrire la question à ce noeud, acceptons que l'avortement ne respecte pas le droit à la vie. Sur ce, je réplique: que la société commence par respecter le droit à la vie complètement, à tous les stades de la gestation, et après la naissance, chez la fille, futur mère, et son enfant. Dès qu'apparaissent les signes extérieurs de gestation, Dieu sait de quelles humiliations, honte, qu'en-dira-t-on, elle est la cible, la pauvre! Pour cacher la vie qui progresse en elle, elle doit se cacher. Rejetée de la société, elle l'est souvent du foyer familial. Et c'est encore pire après la naissance de l'enfant, alors que les étiquettes du respect de la vie par la société à l'égard de la fille-mère portent ces noms: problèmes de logement, de vêtements, de nourriture, de

déplacements, de solitude, et surtout, mépris envers elle et envers son enfant, l'illégitime regardé de travers pendant tout son jeune âge.

L'enfant, cet être mignon, beau, innocent, sans défense contre nos préjugés, dont la venue devrait être saluée comme une bénédiction, dans les explosions de joie, tout comme nous venons de célébrer celle de l'Enfant-Jésus, devient un objet, ou une charge, ou une punition, suite à ce que M. Jean-Noël Tremblay écrit: "On en tire une satisfaction." Affaiblie, tourmentée d'inquiétudes de gâcher sa vie, et celle de ce futur enfant, malade, souffrante en son corps et en son âme, le cœur brisé par quelques amours impossibles, face à devoir, en de telles conditions dans un tel état, se porter, porter son enfant, porter une société, qui, elle, se dérobe au respect du droit à la vie, déçagée, elle s'y dérobe elle aussi. Qui la blâmera

alors de suivre le conseil du film "ceux qui ne devraient pas naître", et de recourir à l'avortement?

Aussi, faut-il féliciter l'Honorable Marc-André Bédard, ministre de la Justice, d'avoir pris, avec courage, ses responsabilités en arrêtant les poursuites contre Morgentaler, et féliciter le docteur Lazure, le ministre, et le gouvernement Lévesque, de rendre l'avortement libre sur demande. Réalisant sans doute la un commencement de l'humanisation de la justice, M. Marc-André Bédard a compris que dans cette tragédie du "drame de l'avortement" (tel que l'a qualifié si bien M. Bertrand Tremblay, rédacteur en chef du Quotidien, dans un article), la fille enceinte, même si elle est le principal acteur, ne remplit pas seule tous les rôles de la pièce.

Jean Gagnon, 65, rue Piché, Valin, Chicoutimi, Le 4 janvier 1977.

# Québec tentera de renouer de solides relations commerciales avec la France

par André Beillemare

QUEBEC (PC) — On est très discret, dans les milieux gouvernementaux à Québec, sur la visite que doit entreprendre demain le ministre français du Commerce extérieur, M. André Rossi, dans la capitale québécoise.

C'est la première fois que le nouveau gouvernement du Parti québécois accueillera un ministre d'un pays étranger et on se réjouit d'autant plus à Québec qu'il s'agit d'un représentant du gouvernement de la France et ministre, par surcroît, de l'Economie, secteur que voudrait développer davantage l'administration Lévesque.

Quel est l'impact de cette visite de M. Rossi à Québec?

Il paraît certain qu'elle s'inscrit avant tout dans la volonté du gouvernement québécois d'intensifier les relations avec la France, surtout au chapitre des échanges commerciaux qui, jusqu'à maintenant, ont été plutôt timides entre les deux gouvernements.

C'est à l'invitation du ministre québécois de l'Industrie et du Commerce, M. Rodrigue Tremblay, que M. Rossi vient à Québec pour une visite de deux jours.

Il est accompagné par une imposante délégation de 13 collaborateurs et tout ce monde aura déjà passé par Ottawa où M. Rossi a présidé une réunion de la commission économique franco-canadienne.

Il n'a pas été facile d'obtenir plus de renseignements dans divers ministères sur l'objet de cette visite, un seul porte-parole s'étant contenté de signifier que les représentants des deux gouvernements procéderont à une revue des divers secteurs de collaboration entre la France et le Québec, laquelle a été surtout caractérisée par des rapports d'ordre culturel depuis des années.

On fait mention, cette fois-ci, d'un projet de participation de la France à l'exploitation et à la transformation de l'amiante québécois, notamment.

Depuis quelques années, des représentants des deux gouvernements se sont inquiétés "sur le déséquilibre énorme qui caractérise les échanges économiques réels entre le Québec et la France".

Par exemple, en 1973, et la situation ne semble

pas avoir évolué telle-ment depuis lors, la France a écoulé des produits finis au Québec pour une valeur de \$160 millions.

Par contre, le Québec ne contribuait que pour \$55 millions en fournissant surtout des matières premières à la France.

Cet écart de trois pour un pourrait bien faire l'objet de discussions entre M. Rossi et ses hôtes québécois.

Au dossier des rela-

tions commerciales dort encore le projet franco-québécois de construction d'une usine d'uranium enrichi dont le site serait soit la Baie James ou la Côte-Nord.

L'ancien gouvernement libéral de M. Bourassa s'était intéressé de près à cette idée et une étude avait été commandée pour en étudier tous les aspects.

Après la période "des retrouvailles" entre la Nouvelle-France et la France, comme se plai-

sait à dire le général de Gaulle, à l'époque des Daniel Johnson et Jean-Jacques Bertrand, avant 1970, les relations franco-québécoises ont été ramenées à des dimensions "normales", tenant compte du fait que Québec n'était après tout qu'une province dans le Canada et qu'il revenait à Ottawa de "chapeauter" les relations canadiennes avec l'extérieur, estimait-on dans la capitale nationale.

Le gouvernement Bourassa a toujours scrupuleusement respecté cet ordre de hiérarchie, se gardant bien de blesser les susceptibilités outaouaises et d'emprunter le canal de la diplomatie canadienne dans ses rapports avec des pays étrangers.

Avec l'avènement du gouvernement indépendantiste du PQ, l'attitude pourrait bien être modifiée, surtout dans les relations du Québec avec la France, et déjà, dans le communiqué annonçant la venue de M. Rossi à Québec, il n'est aucunement fait mention de la visite préalable du ministre français à Ottawa. Est-ce un simple oubli ou l'illustration d'une nouvelle tendance du gouvernement québécois dans ses rapports avec l'étranger?

La visite de M. Rossi serait le prélude d'une série de rencontres avec, en particulier, des représentants de la France qui viendraient préparer la venue du



FIERTE — Sur le Chemin du Roi et au balcon de l'hôtel de ville de Montréal, Charles de Gaulle avait réussi à insuffler une nouvelle fierté au peuple québécois.

président de la République française, M. Giscard d'Estaing, selon des observateurs.

Le dernier président français à fouler le sol canadien a été le général de Gaulle, en juillet 1967, où il avait provoqué un certain malaise dans les milieux politiques.

En octobre 1976, l'ancien secrétaire d'Etat français au Commerce

extérieur, M. Norbert Ségard, lançait un appel à Montréal, à la coopération franco-québécoise "parce qu'elle constitue un puissant facteur d'équilibre et de stabilité non seulement pour les deux pays mais pour l'ensemble de l'économie occidentale".

Outre M. Tremblay, le ministre français s'entretiendra avec les char-

gés de ministères à caractère économique, MM. Bernard Landry, Guy Joron, Yves Bérubé, Jean Garon et le ministre des Affaires intergouvernementales, M. Claude Morin.

Mercredi, le visiteur sera reçu par le premier ministre René Lévesque, et dans la soirée M. Rossi prendra l'avion à destination de Paris.



LES RETROUVAILLES — C'est sous le gouvernement de Daniel Johnson qu'un rapprochement entre la France et le Québec s'était opéré de façon spectaculaire, au grand mécontentement du gouvernement fédéral.

## RENDEZ-VOUS

### CHICOUTIMI

**Club Toast Masters Dynamo:** Le club Toast Masters Dynamo de Chicoutimi tient son souper hebdomadaire tous les mardis soir à 19h00, au restaurant Sandra Pizza King de Place du Saguenay. Bienvenue à tous.

**Club Mimosa:** Le club Mimosa invite tous ses membres à leur assemblée mensuelle le mardi 11 janvier à 20h30, au local habituel. Conférencier: M. Bernard Caron, pharmacien. Les billets de la soirée d'ensemble de février seront en vente.

### JONQUIERE

**Comité féminin de l'Accueil Domrémy:** Le comité féminin de l'Accueil Domrémy de Jonquière

donne rendez-vous pour sa soirée hebdomadaire du mardi en haut du Terminus 500, à Jonquière, coin Saint-Pierre et Saint-Dominique.

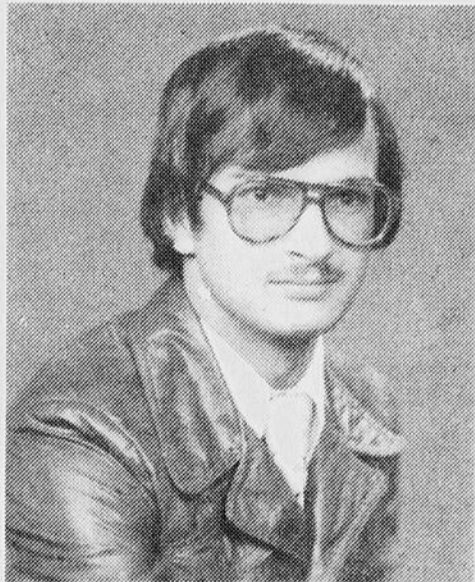
**Club Richelieu:** Le souper hebdomadaire du club Richelieu du quartier Kénoami aura lieu mardi à 18h15, au motel Richelieu, route 170.

### LA BAIE

**Club Kiwanis:** Le club Kiwanis de La Baie tiendra son souper hebdomadaire à tous les mardis à 18h00, au Café Populaire, rue Victoria, Bagotville.

**Filles d'Isabelle:** L'assemblée des filles d'Isabelle du cercle Notre-Dame de La Baie de Port-Alfred, aura lieu mardi, 11 janvier, au local habituel. Bienvenue à tous.

## NOUVEL AVOCAT



Me Claude Voyer

Me Georges-Henri Bouchard de Dolbeau est heureux d'annoncer à sa distinguée clientèle que Me Claude Voyer vient de se joindre à lui afin de former une nouvelle étude légale sous le nom de **BOUCHARD & VOYER, AVOCATS.**

Originaire de Notre-Dame-d'Hébertville, Me Claude Voyer est le fils de M. Edgar Voyer. Il a fait ses études secondaires au Séminaire Marie-Reine-du-Clergé de Métabetchouan, ses études collégiales au Collège Lac-St-Jean d'Alma et ses études universitaires à l'Université Laval à Québec.

## BOUCHARD & VOYER

AVOCATS & PROCUREURS

Me Georges-Henri Bouchard, B.A.L.L.L.  
Me Claude Voyer, B.A.L.L.L.

1273, boulevard Walberg,  
Suite 5, Dolbeau.  
Tél.: (418) 276-2234

CA SE TERMINE LE 15 JANVIER

# DERNIERE CHANCE

DE PROFITER DE LA SOLDE ECHANTILLONS DE PLANCHER

PLACE AUX NOUVEAUTES DE L'EXPOSITION DE TORONTO

SPECIALS SUR TOUT EN MAGASIN

<b>Cuisinière élect.</b> 30 po. no 35464, blanche ou jaune, action nettoyante Rég.: \$450.00	<b>Cuisinière élect.</b> 30 po. no 30554, blanche ou jaune, modèle de luxe Rég.: \$440.00	<b>Lave-vaisselle</b> portatif, encastrable Rég.: \$419.00
<b>Mobilier de cuisine</b> Shere, 5 mcx, chromé, verre tel que vu Rég.: \$576.00	<b>Set-vivier</b> divan, chaise, chromé, velours, marron Rég.: \$695.00	<b>Refrigerateur</b> 13 pi. cu., blanc, Gibson Rég.: \$525.00
<b>Refrigerateur</b> 15 pi. cu., RFS 15, couleur jaune Rég.: \$550.00	<b>Refrigerateur 17 pi. cu.</b> CRFD 17, couleur blanche Rég.: \$679.00	<b>Lave-vaisselle</b> encastré, 5 cycles Rég.: \$419.00
<b>Mobilier de salon</b> Simmons, 2 mcx, (Andrew-Malcolm) Rég.: \$830.00	<b>Mobilier de salon</b> colonial L, 2 mcx, magnifique couverture Rég.: \$700.00	<b>Lessiveuse et sècheuse</b> Gibson, couleur jaune, modèle 1976, les deux Rég.: \$744.00
<b>Lessiveuse et sècheuse</b> Westinghouse LA 385 DE385 couleur jaune Rég.: \$688.00	<b>Télécouleur Quasar</b> portatif 20 po. SPECIAL Rég.: \$549.00	<b>Base et matelas</b> Simmons 39" Rég.: \$150.00
<b>Base et matelas</b> Simons 54" Rég.: \$360.00	<b>Cuisinière élect.</b> 30 po. no 30444, blanche Rég.: \$395.00	
<b>Mobilier de chambre</b> Tresco, brun, noir, moderne (tel que vu) Rég.: \$630.00		

**claudio chrétien itée**  
485, BOUL. HARVEY  
JONQUIERE

ATTENTION!  
AUX ESPACES GLACES  
ON N'EST JAMAIS TROP PRUDENTS



Philip Watts

## Meurtre d'un jeune camelot

MONTREAL (PC) — La police de la GUM a annoncé qu'elle ne possédait toujours pas d'indice en rapport avec le meurtre de Philip Watts, un camelot âgé de 11 ans. Son cadavre a été découvert, vendredi matin, à Saint-Laurent, percé de plusieurs coups de couteau au cou et à la poitrine.

Nous avons interrogé plusieurs personnes relativement à cette affaire mais nous les avons toutes relâchées, a déclaré un responsable de l'enquête. Les individus questionnés, a-t-il ajouté, étaient déjà connus pour s'être pris à des enfants auparavant.

Dix inspecteurs sont affectés à l'enquête dans laquelle le seul élément concret est une série d'empreintes laissées dans la neige.

Le sac de la victime, ainsi que quatre journaux qu'il devait encore distribuer, ont été trouvés par des voisins près du lieu du crime.

## Stabilité des relations canado-américaines

par Bruce Levett

WASHINGTON (PC) — On prévoit une période de tranquillité relative dans les relations canado-américaines pendant que la nouvelle administration démocrate s'installe à la Maison-Blanche.

Les questions traditionnelles — pollution des eaux frontalières, quotas d'importation, questions relatives au pétrole et au gaz, droits de pêche et bien d'autres encore — seront toujours là en 1977, sous la présidence de M. Jimmy Carter, comme ils l'étaient avant sous les administrations qui ont précédé.

Mais tout comme l'internationalisme relativement nouveau adopté par le Canada a amené des changements dans les relations entre Ottawa et Washington, on peut prévoir que les méthodes démocrates d'envisager les problèmes seront différentes des attitudes républicaines avec lesquelles le Canada a eu à négocier ces huit dernières années.

Dans une série de discours prononcés aux Etats-Unis au cours de 1976, l'ambassadeur du Canada à Washington, M. Jack Warren, a répété à plusieurs reprises que "l'évolution de la ligne de conduite et de la pensée canadiennes au cours des dernières années mérite d'être mieux comprise" par les Américains. "Les Etats-Unis doivent, de façon générale, accepter que le fait que le Canada soit de plus en plus désireux de projeter sa propre personnalité sur la scène internationale n'est pas une aberration mais une réalité."

Facteur inconnu

Le facteur encore inconnu, disent les spécialistes, est l'étendue du changement de personnalité que les Etats-Unis pourraient subir, en ce qui concerne le Canada, sous la nouvelle administration démocrate.

On peut s'interroger de la même façon sur la position qu'adopteront les Etats-Unis sur la scène mondiale. S'il advenait que les positions respectives du Canada et des Etats-Unis soient divergentes sur des questions multilatérales comme le droit de la mer, les frontières côtières et les négociations sur les tarifs douaniers, il se pourrait que les relations entre les deux pays en souffrent.

Le fait que M. Carter n'a pas adopté une position claire sur certaines questions spécifiques n'aide pas à clarifier la situation. Par ailleurs, les positions qu'il a prises étaient de nature à soulever l'appréhension de certains alliés, comme le Canada.

En effet, M. Carter a dit que tout nouvel embargo arabe du pétrole serait "une déclaration de guerre économique" contre les Etats-Unis, et que les Etats-Unis "n'interviendraient pas si l'Union soviétique envahissait la Yougoslavie" au moment où le maréchal Tito, déjà vieux et malade, quittera son poste.

Sur le plan bilatéral, le problème du commerce du boeuf demeure; les deux pays réexaminent également leur pacte sur l'industrie de l'automobile.

Le Canada veut que les Etats-Unis arrêtent une partie des travaux de l'aménagement de la rivière Garrison, dans le Dakota du Nord, en faisant valoir que les écoulements provenant de cette unité de diversion endommageront la qualité de l'eau et les réserves de poissons au nord de la frontière.

Les Etats-Unis s'objectent pour leur part aux décisions canadiennes en matière de télévision, selon lesquelles les distributeurs canadiens de télévision par câble élimineraient la publicité d'origine américaine des émissions qu'ils captent aux Etats-Unis avant de les retransmettre à leurs auditoires canadiens.

## Assistance sociale à l'Ile-du-P.-E. L'implantation d'un service d'informatique aide à retrouver les dossiers en quelques minutes

CHARLOTTETOWN (PC) — "Qu'on les classe d'une façon ou d'une autre, chaque cas est différent, unique." Telle est l'une des observations contenues dans une étude non publiée, effectuée par le gouvernement au sujet de l'assistance sociale dans l'Ile-du-Prince-Edouard.

Ce genre d'observation ébranle certains stéréotypes établis en ce qui concerne les assistés sociaux.

Ce sont les stéréotypes établis, par ailleurs, qui ont poussé l'an dernier le ministre des Ressources humaines de Colombie-Britannique, M. William Vander Zalm, lui-même millionnaire, à annoncer que les assistés sociaux devraient se préparer à "ramasser leurs pelles".

"Ces gens savent-ils de qui ils parlent, quand ils parlent de faire travailler les gens à la pelle, pour la construction des routes?" a demandé une adjointe de Mme Catherine Callbeck, ministre des Services sociaux de l'Ile-du-Prince-Edouard. Cette exclamation

était fondée sur les conclusions tirées d'une étude très approfondie des assistés sociaux, effectuée par le ministère.

Cette étude a produit des résultats remarquables, et a permis d'établir que:

— soixante-dix pour cent des 3.000 assistés sociaux de l'Ile-du-P.-E. sont des femmes.

— vingt-six pour cent ont plus de 55 ans, et peu d'espoir de trouver du travail sur un marché orienté vers les employés qualifiés.

— soixante-dix pour cent n'ont pas dépassé la neuvième année.

— et 26 pour cent sont des femmes chefs de famille.

Plus que toute autre statistique, ce fut le fait de constater la proportion élevée de femmes qui a étonné les autorités. Le ministère déclare que ces conclusions étaient pourtant faciles à prévoir, étant donné le nombre élevé de mariages brisés au Canada, le nombre de plus en plus grand de femmes seules à la tête

de leur famille, et le nombre croissant de mères célibataires qui refusent de donner leur enfant en adoption.

### Conseil national

Le Conseil national du bien-être, un comité consultatif auprès du ministère fédéral de la Santé, indiquait dans un rapport publié en mars 1975 que 929.000 enfants canadiens vivent dans la pauvreté, que 36 pour cent dans la région Atlantique tombent également sous cette catégorie, 22 pour cent en Ontario et au Québec, et 28 pour cent dans les quatre provinces de l'Ouest appartiennent aussi à cette catégorie.

Certains des chiffres les plus plausibles concernant la pauvreté au Canada étaient contenus dans un rapport publié en 1971 par le comité spécial du Sénat sur la pauvreté. Ce rapport estimait qu'un Canadien sur quatre — soit cinq millions de personnes environ — vivait dans la pauvreté. De ce total, 1,3 million seulement étaient aidés par l'assistance sociale.

### Une dichotomie

Des millions d'autres Canadiens appartiennent à un groupe coincé dans ce que le ministre de la Santé, M. Marc Lalonde, décrit comme la "dichotomie travail-assistance sociale", c'est-à-dire un groupe de gens employés à plein temps, mais tellement mal rémunérés qu'ils ont besoin d'assistance.

Avec un nombre aussi grand de Canadiens qui vivent dans la pauvreté, les spécialistes de la nutrition déclarent que le Canada est peut-être en train d'élever une génération d'handicapés intellectuels et physiques. Cette déclaration est peut-être un des facteurs qui a poussé le gouvernement, le 27 octobre, à annoncer qu'il introduirait dans les écoles une distribution gratuite de lait en 1977.

Jusqu'à maintenant, les ministres des services sociaux avaient l'habitude de réagir aux nouveaux besoins par des programmes commandités par le public, avec le résultat que l'indi-

gnation du public a éclaté contre un système mal compris d'assistance sociale, en même temps que les contrôles administratifs s'affaiblissaient.

A Charlottetown, les analystes croient avoir trouvé une solution, en partie du moins. Grâce à une subvention fédérale de \$110.000, le ministère a raccorde tout son système de dossiers à la société Dateline Systems, un service d'informatique torontois relié lui-même aux gouvernements et aux industries dans tout le Canada.

Avant l'implantation de ce système à Charlottetown, il fallait des semaines pour compiler les dossiers et trouver ce qu'on cherchait; maintenant, il ne faut plus que quelques minutes.

La Saskatchewan et la Nouvelle-Ecosse se servent du même système pour administrer les paiements d'assistance sociale mais dans l'Ile-du-Prince-Edouard la gamme toute entière des services sociaux est enregistrée, et la liste des données s'allonge sans cesse.

Comme résultat, il existe maintenant un dossier facilement accessible au sujet de chaque assisté social dans la province; le dossier mentionne quels services ont été offerts, la date à laquelle le cas doit être révisé, et le genre de problèmes qui existent.

M. John Eldon Green, sous-ministre des Services sociaux de la province et fervent défenseur du droit des assistés sociaux à recevoir de l'aide dans la dignité, a déclaré en 1975, lors d'une conférence interprovinciale des ministres des Services sociaux tenue à Charlottetown, que la prochaine décennie verra l'élaboration de nouveaux systèmes pour administrer l'assistance sociale. "Il ne semble pas être avantageux pour les provinces d'allouer leurs ressources à redécouvrir continuellement ce qui a déjà été appris ailleurs", a-t-il déclaré, ajoutant que l'Ile-du-P.-E. accueillerait volontiers les neuf autres provinces à l'intérieur d'un programme coopératif.

## Sydney durant les années 30

# Malgré les récentes secousses sismiques il est peu probable qu'un autre grand séisme survienne

SYDNEY, N.-E. (PC) — Pour la plupart des gens, 1929 évoque l'effondrement de la bourse qui a marqué le début de la Dépression. Mais pour les habitants du Cap-Breton et de Terre-Neuve, cette année-là fut celle du grand tremblement de terre et du raz de marée qui l'accompagna.

Vers la fin de l'après-midi, le lundi 18 novembre, la terre commença à trembler, les immeubles furent secoués, les cheminées s'effondrèrent et les assiettes se fracassèrent au sol. C'était le deuxième tremblement de terre de mémoire d'homme au Cap-Breton — le premier avait eu lieu le 31 décembre 1881 — il ne dura que quelques minutes.

La secousse atteignit une intensité de 7,2 sur l'échelle de Richter, à l'Université Dalhousie de Halifax. L'épicentre se trouvait à 400 kilomètres (250 milles) au sud de St. John's (T.-N.), soit, selon M. L.H. King, de l'institut Bedford de Dartmouth (N.-E.), à l'extrémité de la faille de la baie de Chedabucto, qui va de la baie de Fundy, dans le nord de la Nouvelle-Ecosse jusqu'aux Grands Bancs.

Il y a eu quelques secousses récentes dans la même région, dit M. King. En 1975, on a enregistré deux secousses appréciables, mesurant respectivement 5,7 et 4,6 sur l'échelle de Richter, mais apparemment pas assez fortes pour qu'on puisse les ressentir sur terre.

En 1929, les dommages causés par le tremblement de terre ont été mineurs, bien que le surséisme ait poussé la population de Sydney à sortir dans les rues pour échapper à ce qui semblait devoir être une explosion.

Au Palais de justice, où la Cour suprême entendait un procès, les jurés s'élançèrent dans les rues, suivis des avocats qui, relevant leurs toges, couraient sans égard pour le décorum du tribunal. Un témoin s'évanouit au milieu de la confusion générale.

Dans la ville minière de Glace Bay, on crut d'abord à une explosion souterraine. Mais les

hommes qui travaillaient sous terre ont affirmé par la suite que la secousse avait été moins forte dans les mines qu'à la surface.

Une autre secousse, moins violente, survint à 19 heures. Mais le pire était encore à venir.

Deux heures plus tard, un raz de marée de deux à trois mètres (huit pieds environ) envahissait avec fracas le port de Sydney, causant des dégâts considérables.

### Routes inondées

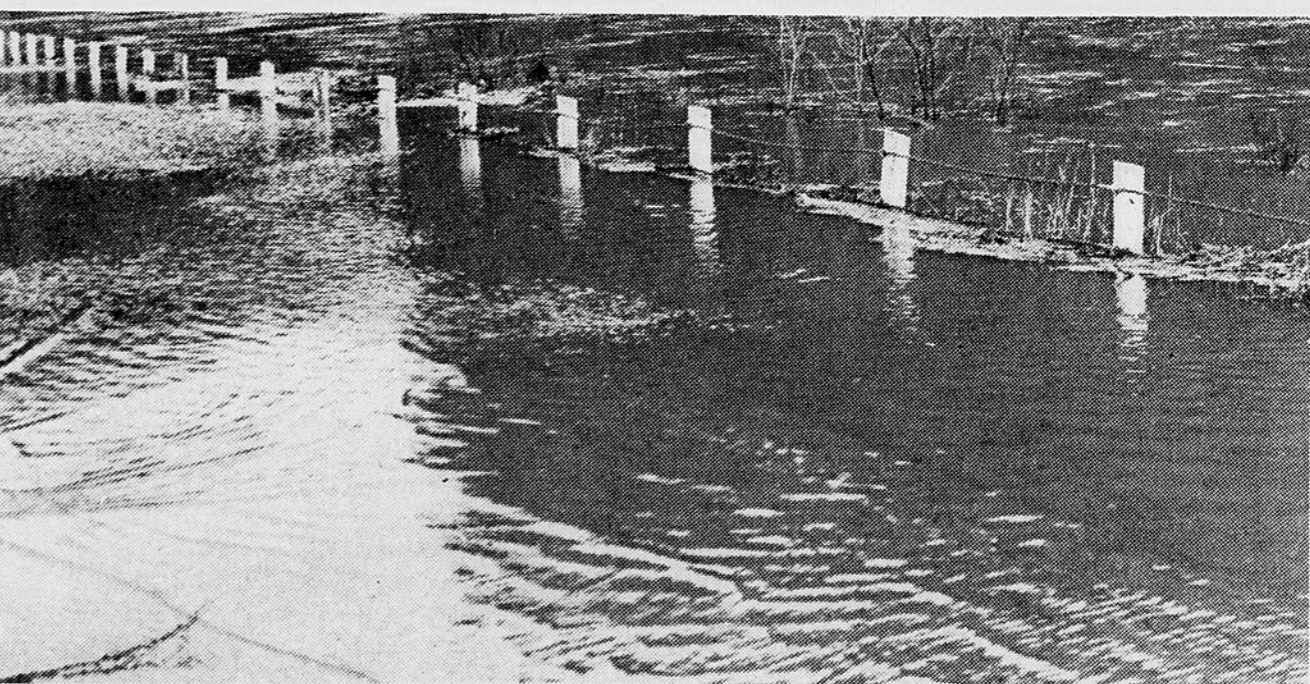
La route principale qui suivait le littoral, de même que les terres adjacentes, furent inondées; certaines rues étaient recouvertes d'un mètre d'eau. Un pont de bois fut balayé en partie.

Dans les ports de Sydney et de Glace Bay, de petites embarcations furent lancées contre les quais et les pêcheurs furent obligés de faire des efforts inouïs pour empêcher leurs bateaux d'être emportés par la mer.

A Lingan Sandbar, le raz de marée découvrit une cachette de 27 caisses de whisky qui disparurent mystérieusement avant l'arrivée des autorités. Les secousses sismiques furent ressen-

ties dans toute la région de l'Atlantique, ainsi qu'au Québec et en Nouvelle-Angleterre, mais ce n'est que quatre jours plus tard qu'on put apprendre l'étendue de la destruction, lorsque les câbles transatlantiques furent réparés, à 500 km au sud de Terre-Neuve. C'est à ce moment-là que le monde entier apprit qu'un raz de marée de 15 mètres avait frappé la péninsule de Burin, sur la côte sud de Terre-Neuve, faisant 30 victimes et causant \$2 millions de dommages.

Plusieurs maisons, des quais, des cabanes de pêcheurs et des bateaux furent détruits ou perdus.



Dans les ports intérieurs comme St. Lawrence et Burin, la force du raz de marée avait été extraordinaire, et avait détruit de grands immeubles. Des maisons furent retrouvées, flottant à la dérive, avec les lampes à l'huile qui brûlaient toujours, et la vaisselle du dîner encore sur la table. Dans une maison, on retrouva un bébé qui dormait à l'étage, dans un berceau, pendant que le reste de la famille s'était noyé au rez-de-chaussée.

Port-au-Bras, où sept personnes furent noyées, fut parmi les villages les plus durement frappés. Onze loge-

ments et 14 petits schooners furent détruits ou emportés dans l'océan, en même temps que des doriers, des skiffs et des bâtiments portuaires.

Des secours furent envoyés du Canada, des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et même du Brésil. En tout, \$250.000 furent versés au fonds de secours de la côte sud.

Le raz de marée avait également affecté le fond de la mer et les zones de pêche. Presque toute la vie aquatique avait été balayée, et il fallut plus de dix ans pour que la pêche redevenne normale.

Malgré les récentes secousses sismiques à la faille de la baie de Chedabucto, M. King dit qu'il est peu probable qu'un autre grand tremblement de terre survienne dans la région.

Mais un scientifique de l'institut Bedford a exprimé une certaine inquiétude au sujet du projet d'usine marémotrice de la baie de Fundy. L'effort additionnel qu'une nouvelle masse d'eau infligerait à la croûte terrestre, dit-il, pourrait peut-être déclencher un séisme, petit ou grand, ajoutant que les responsables de l'étude doivent accorder beaucoup d'attention à cette possibilité.

# INSCRIPTION 1976-77

SERVICE DE L'EDUCATION DES ADULTES CSR LAC-ST-JEAN  
350, boul. Champlain sud, ALMA Tél.: 668-7931

DATES ET LIEU  
D'INSCRIPTION AUX COURS

ALMA: Les 10, 11, 12 et 14 janvier 1977

PAVILLON WILBROD-DUFOUR

850, RUE BEGIN, ALMA  
668-7961

De: 19 heures à 21 heures

Pour informations signalez: LE JOUR: 668-7931  
LE SOIR: 668-7961

# Le Canada pourrait devenir "le" fournisseur de poisson

ST. JOHN'S (PC) — Les travaux de restauration et de protection les plus importants au monde commenceront pour le Canada le Premier de l'An, avec l'extension de la zone de pêche, dont la limite sera portée de 12 à 200 milles.

Le rêve qui consiste à faire du Canada le principal fournisseur de poisson d'une fraction considérable de l'humanité — rêve dont on parlait autrefois presque exclusivement à Terre-Neuve — se précise actuellement dans les plans élaborés par certaines entreprises de pêche dans les Maritimes et en Colombie-Britannique.

Aucun autre pays au monde ne possède un littoral aussi long, un plateau continental aussi vaste et une réserve de poissons aussi abondante. Bien qu'une grande variété de poissons soit encore disponible pour la reproduction, les réserves ont été réduites par deux décennies de pêche mécanisée, à tel point que certaines parties des pêcheries de Terre-Neuve et des Maritimes ont été sur le point de fermer en 1976.

La déclaration unilatérale du Canada, en juillet dernier, concernant une zone de pêche de 200 milles, est venue uniquement après la signature de traités rédigés avec le plus grand soin entre le Canada et les autres pays concernés, en particulier la puissante Union soviétique.

## Des incidents

Par contre, les Etats-Unis, qui annonceront l'institution d'une zone de 200 milles le 1er mars, n'ont pas encore signé leur premier traité avec un autre pays. Les autorités canadiennes disent en privé qu'elles prévoient des "incidents" impliquant les chalutiers soviétiques et les pêcheurs

américains si ces traités ne sont pas signés.

La situation des Etats-Unis est compliquée d'avantage en raison de l'élection du démocrate Jimmy Carter comme président. Tous les hauts fonctionnaires qui s'étaient occupés d'élaborer des traités bilatéraux, sous l'administration républicaine du président Ford, devront être remplacés par M. Carter.

On ne prévoit guère d'améliorations dans les pêcheries de l'Est du Canada en 1977, étant donné que les contingentements canadiens ne seront pas établis avant 1978.

Pour le moment, les pêcheurs canadiens vont continuer à s'en tenir aux contingentements établis par la Commission internationale des pêcheries de l'Atlantique du Nord-Ouest, qui représente les 18 pays qui envoient des chalutiers au large de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Ecosse et du nord-est des Etats-Unis.

## Les quotas

Les quotas sont plus petits qu'ils ne l'ont jamais été, et lors d'une récente réunion avec les autorités fédérales, les entreprises de pêche de Terre-Neuve ont décidé de les répartir de telle façon que toutes les usines de traitement du poisson auront une chance raisonnable de continuer à fonctionner pendant toute l'année en 1977.

Les usines auraient fermé, au début de l'année, si l'Union soviétique n'avait pas consenti à échanger une partie de son quota de saumon pour une part plus grande des réserves de caplin.

Le traité signé au mois de mai dernier avec l'Union soviétique est considéré comme le point tournant dans la décision du gouvernement fédéral de déclarer une zone de pêche

de 200 milles. Le Canada avait tenté d'obtenir un accord international sur une zone économique de 200 milles lors de la conférence du droit de la mer en 1974 et 1975, aux Nations unies. Lors de la prochaine session de cette conférence, qui aura lieu l'an prochain à New York ou à Genève, les participants tenteront de nouveau de mettre au point un traité global.

En vertu du traité Canada-Soviétique, les navires soviétiques ont le droit de prendre du poisson selon les contingentements canadiens. Les Soviétiques ont également consenti à un échange d'informations scientifiques et promis d'examiner des possibilités commerciales.

Des traités similaires ont été signés avec la Pologne et la Norvège, ainsi qu'avec l'Espagne et le Portugal, qui envoient des navires à Terre-Neuve depuis plus de quatre siècles. Un traité avec la France existait déjà.

La première tâche qui incombe au Canada consiste à recueillir l'information nécessaire pour établir des quotas. Le ministre de la Pêche, M. Roméo LeBlanc, a déclaré récemment que le plus grand problème "sera de nous assurer que nous avons les connaissances scientifiques nécessaires pour juger sainement du nombre de poissons qui peuvent être pêchés".

## Le Japon

Sur la côte du Pacifique, la situation se complique de par l'attitude des Japonais, qui n'acceptent pas la zone de 200 milles. Le Canada a déclaré qu'il conserverait une attitude souple face aux Japonais, tout en tentant de conclure un traité bilatéral.

La diminution des réserves de poisson et les améliorations prévues d'ici 1980 ont soulevé des pro-

blèmes locaux à Terre-Neuve. Le nombre des bateaux de pêche intérieure est de 600 environ mais il diminue au rythme de 10 pour cent par année. L'an dernier, 70 bateaux ont abandonné la pêche, et on n'en a construit que 16. En 1976, on n'a lancé que cinq ou six bateaux.

Les autorités provinciales en matière de pêche reconnaissent la nécessité pour Terre-Neuve de lancer 50 nouveaux bateaux par année, pour maintenir sa flotte intérieure qui, avec les chalutiers qui pêchent au large, alimente les usines, conserveries de poisson.

"Nous serons en mauvaise posture dès 1980 si nous ne commençons pas dès maintenant à nous préparer, a dit M. Cliff Russell, président de la Commission de prêt aux pêcheurs, lors d'une réunion à St. Anthony (T.-N.). Le poisson sera plus nombreux, tandis que la flotte sera plus petite".

Le gouvernement de Terre-Neuve tente également d'organiser des projets conjoints avec des entreprises de pêche étrangères.

Le ministre de la Pêche, M. Walter Carter, a déclaré que ces projets pourraient prendre corps en 1977. Il n'a pas révélé cependant le nom des pays auxquels il songeait, mais on sait que la Pologne, de même que les deux Allemagnes, seraient intéressées.

Les projets conjoints, tels qu'ils sont envisagés par le gouvernement de Terre-Neuve, signifieraient que les chalutiers étrangers apporteraient leurs prises aux usines de traitement de Terre-Neuve. Cet arrangement nécessiterait un amendement à la loi de protection des pêcheries côtières, qui interdit à l'heure actuelle l'entrée au Canada de tout poisson pris par des étrangers.



EMANCIPATION FEMININE — Des membres de la "troupe de Dance Bluebelle" de Paris se sont prêtés gracieusement à cet exercice qui consistait à cirer des chaussures en vue de recueillir des fonds pour des enfants handicapés de Hong Kong. On a ainsi amassé environ \$1,000.

## Traitement efficace à l'épilepsie pour bientôt

GAINESVILLE, Floride (AP) — Des recherches récentes vont amener les savants à modifier leurs idées sur la manière dont les signaux nerveux se déplacent dans le corps, et pourraient permettre un jour un traitement efficace de l'épilepsie, selon le Dr Arnold Nevis, de l'Université de Floride.

Cette recherche, menée principalement par un jeune universitaire indien

aux Etats-Unis, Arun Majumdar, permet de dépasser l'idée du signal nerveux simple pulsion circulant le long des nerfs. Un signal nerveux pourrait par exemple s'étirer, avec une partie en avance sur l'autre au cours du trajet.

Le Dr Nevis a encore déclaré qu'un signal nerveux peut se déphaser, et se trouver éliminé ou au contraire intensifié en rencontrant d'autres signaux.

"Lors que nous comprendrons comment cela se passe, nous devrons pouvoir redresser certains problèmes du cerveau humain comme l'épilepsie, tout comme on peut actuellement redresser la défaillance d'un ordinateur", a-t-il dit.

Avant les travaux de Majumdar, on n'avait aucune équation pour expliquer comment les signaux nerveux peuvent se déphaser.

Le jeune savant indien, qui est rentré dans son pays, a mis au point une série d'expériences qui devraient permettre d'écrire des équations expliquant en termes simples le cerveau humain comme un ordinateur.

Le Dr Nevis devait commenter ces nouveaux travaux, lundi soir, au symposium international sur la biologie des quantas à Sanibel, en Floride.

## L'OTAN devrait égaler l'effort de guerre de l'Union soviétique

WASHINGTON (Reuter) — L'OTAN risque l'effondrement si elle n'égale pas l'effort militaire de l'Union soviétique en Europe, estime le général Alexander Haig, commandant en chef de l'Alliance atlantique, dans une interview publiée dimanche par le magazine "U.S. News and World Report".

L'Union soviétique a considérablement accru ses forces conventionnelles et nucléaires en Europe et dans le reste du monde et a gonflé son armée d'un million d'hommes, ajoute le général Haig.

"Le point à souligner est que si nous avons réalisé une amélioration du côté occidental, les améliorations relatives des possibilités soviétiques sont bien supérieures. Si la tendance n'est pas renversée par des efforts accrus de l'Occident en matière de défense, la dissuasion sur laquelle nous avons compté pendant vingt-sept ans pour maintenir la paix en Europe occidentale sera soumise à des pressions croissantes et pourrait finalement s'effondrer", poursuit-il.

Les Soviétiques ont augmenté leurs effectifs conventionnels de 130,000 hommes en Europe de l'est, où leur puissance blindée a été relevée de 40 pour cent et leur artillerie de 50 à 100 pour cent, souligne le commandant en chef de l'OTAN.

La marine soviétique connaît également des améliorations depuis quelques années avec l'introduction de nouveaux destroyers, sous-marins et croiseurs lance-missiles.

Au cours des cinq

dernières années, l'OTAN a ajouté à ses forces 2,000 tanks, 1,000 avions et 2,000 canons anti-aériens, mais il en faut davantage, estime le général Haig.

Pour l'instant, l'Alliance dispose d'un po-

tentiel de dissuasion, mais la position pourrait changer. Les membres européens de l'OTAN assument une part équitable du fardeau de la défense, "mais comme je l'ai clairement expliqué aux ministres de

l'OTAN, toutes les nations de l'Alliance doivent faire davantage si nous voulons maintenir un équilibre crédible face à l'incessante croissance de la puissance militaire soviétique", ajoute-t-il.

Servez-vous de l'interurbain automatique, plutôt que de passer par le téléphoniste.

Certains jours, certaines heures, les tarifs sont réduits; consultez les premières pages de l'annuaire.

Si vous composez un mauvais numéro, prévenez tout de suite le téléphoniste: l'appel ne vous sera pas facturé.

Pour mieux profiter de votre service téléphonique, demandez la brochure gratuite des p'tits conseils. Écrivez-nous à Bell Canada, C.P. 14, Tour de la Bourse, Montréal, Québec, H4Z 1A2.

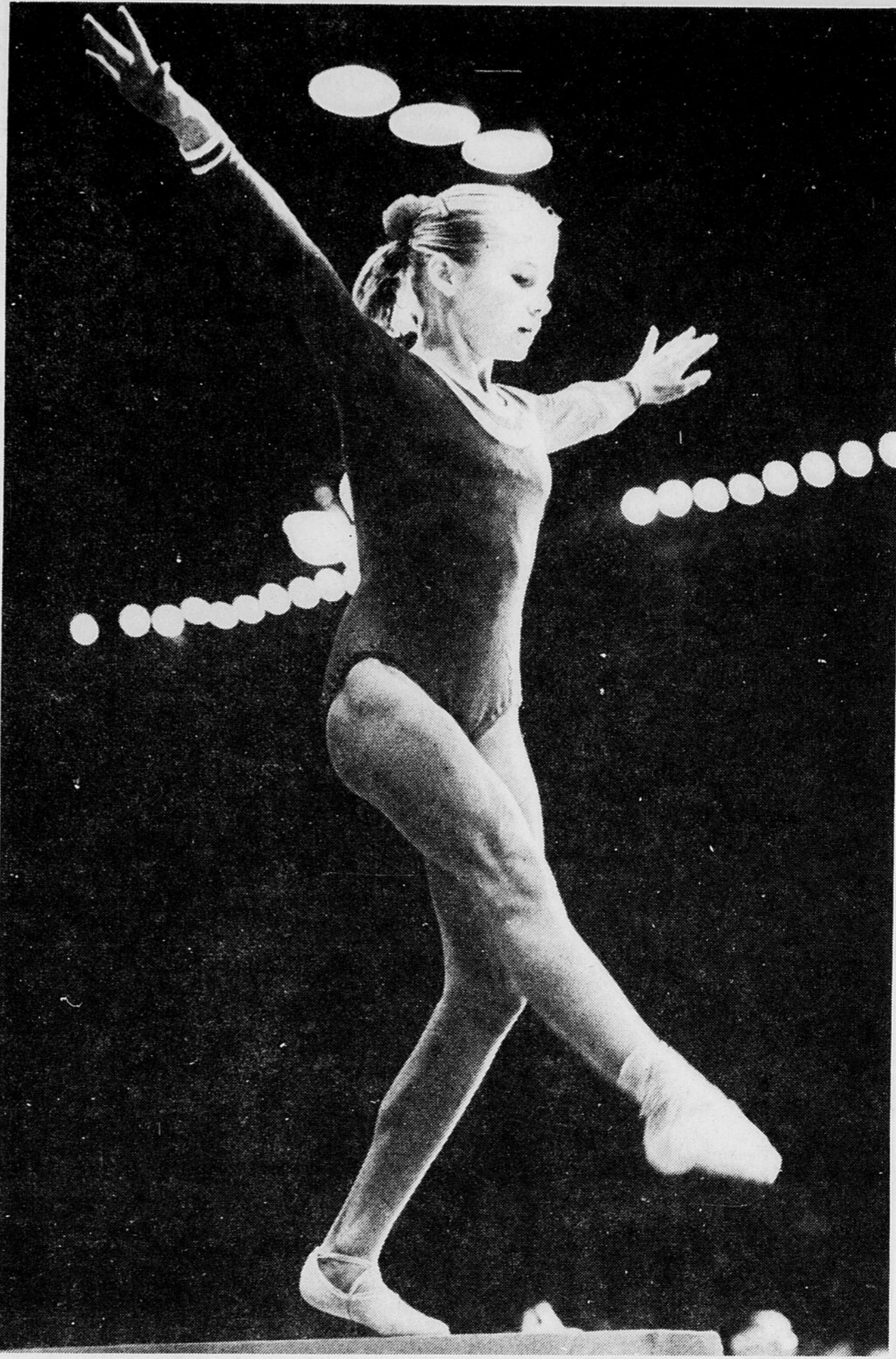
Les p'tits conseils de Bell Canada... rappelez-vous-en!

**Vous pouvez économiser grâce à l'interurbain automatique.**

**Bell Canada**

# ARTS ET SPECTACLES

## Elle consacre sa vie à la gymnastique



LA MEILLEURE GYMNASTE CANADIENNE — Karen Kelsall fait des exercices à la poutre, lors d'une rencontre internationale de gymnastique à Calgary, récemment.

A 13 ans, Karen est la meilleure gymnaste du Canada. Elle s'est classée 27<sup>ème</sup> aux Jeux olympiques 1976. (Photo PC)

CALGARY (PC) — Petite et mince, elle se meut sur les barres asymétriques avec une précision contrôlée et gracieuse. C'est une athlète accomplie qui a consacré sa vie à la gymnastique.

Dans le salon de l'hôtel où elle a accordé une interview aux journalistes, elle est assise au fond d'un grand fauteuil rembourré, ses cheveux blonds retombant autour de son visage et ses pieds se balançant à deux pouces du sol.

Elle joue nerveusement avec un portefeuille. Sa voix est hésitante, et elle semble souhaiter être n'importe où plutôt qu'au milieu de tous ces reporters. C'est une petite fille timide, qui ne semble pas savoir au juste ce qu'on attend d'elle.

Cette interview a été arrangée pour promouvoir une rencontre internationale de gymnastes à Calgary. Karen Kelsall dit qu'elle n'a pas eu vraiment peur quand elle a fait son numéro devant 17.000 personnes à Montréal, après une année seulement de compétition internationale et quatre années en gymnastique. "J'essayais de ne pas penser aux gens qui me regardaient, et je crois que cela m'a aidée." Karen s'est classée 27<sup>ème</sup> parmi les gymnastes féminines aux Jeux olympiques 1976.

Elle est née à Surrey (C.-B.) et a commencé à étudier son métier à l'âge de neuf ans. "Un professeur de danse m'a dit que j'étais très souple et que je devrais étudier la gymnastique." Maintenant, elle habite aux Etats-Unis, où elle étudie à la National Academy of Gymnastics d'Eugene (Oregon). Cette académie est réservée exclusivement aux gymnastes.

La timidité de Karen s'envole quand elle parle de ses projets d'avenir. En 1980, elle participera aux Jeux de Moscou, puis elle prendra sa retraite. Dans la même pièce, Teodora Ungureanu, de Roumanie, est assise, entourée d'entraîneurs et d'interprètes qui traduisent le flot de questions, pendant que Teodora ne fait guère autre chose que de sourire.

Teodora (15 ans) est la quatrième gymnaste au monde. Elle a commencé à s'entraîner à l'âge de six ans.

Les deux jeunes filles étaient parmi les candidates venues de 11 pays. Teodora a été la vedette de la rencontre, mais Karen a également attiré l'attention.

## Les films pirates

En Amérique, une nouvelle calamité menace le cinéma. Le FBI part en guerre contre les films pirates et a ouvert à Los Angeles un bureau spécial pour combattre le phénomène de la piraterie cinématographique qui a pris un essor considérable.

De nombreuses copies de films les plus récents sont en effet vendus en format super 8 sonore à des prix défiant toute concurrence à des cinéphiles se constituant une cinémathèque. Des copies de 35 mm pour l'exploitation commerciale dans les salles, sont aussi, non seulement mises en circulation, mais encore imposées à des exploitants. Et l'on cite le cas d'un directeur de salle contraint d'enlever un film de son programme parce que son concurrent passait une copie pirate du même film. Dans le cas de refus, sa salle serait plastiquée.

Le FBI constate en effet, qu'une branche de la mafia s'intéresse au cinéma pirate. Des producteurs ont reçu des injonctions de vendre les droits de leur film à vil prix et s'ils ne cédaient pas, trouveraient des copies de leurs films réalisés clandestinement et distribuées par des circuits parallèles. Aux USA, la propriété artistique est moins bien protégée qu'en Europe. Un projet de loi déposé au Sénat, prévoit 50.000 dollars d'amende pour qui copiera des films. Somme dérisoire par rapport aux bénéfices escomptés.

### CKRS-TV

LUNDI, 10 JANVIER	MARDI, 11 JANVIER
8.33 Ouverture du poste: Je m'arrête	8.38 Ouverture du poste: Je m'arrête
8.35 Prince Noir	8.40 Dr Doolittle
9.05 Information première	9.10 Information première
9.10 The Sun Runners	9.15 Les cent tours de Centour
9.30 Les Orléans	9.30 Les Orléans
9.45 En mouvement	9.45 En mouvement
10.00 Du soleil à cinq cents	10.00 You-Hou
10.15 Au jardin de Pierrot	10.15 Minute Moutoute
10.30 Conseil-express	10.30 Conseil-express
11.00 Les trouvailles de Clémence	11.00 Les trouvailles de Clémence
11.30 Bagatelle	11.30 Bagatelle
11.45 Avis de décès et comptoir-express	11.45 Avis de décès et comptoir-express
12.00 Information midi	12.00 Information midi
12.30 Les Coqueluches	12.30 Les Coqueluches
13.31 Téléjournal	13.31 Téléjournal
13.36 Femmes d'aujourd'hui	13.36 Femmes d'aujourd'hui
14.31 Cinéma	14.31 Cinéma
"Ramuntcho"	"Monsieur Personne"
16.00 Bobino	16.00 Bobino
16.30 Alexandre et le roi	16.30 Nic et Pic
17.00 Au coeur du temps	17.00 Nanny
18.00 Au fil de l'actualité	17.30 Madame et son fantôme
18.30 Les Pierrafeu	18.00 Au fil de l'actualité
19.00 Multi-Media	18.20 Cinéma pour rire
19.30 Vieillir et vivre	"Rires et frissons de papa"
20.00 Y a pas de problème	20.00 Grand-papa
20.30 Avec le temps	20.30 Papa à raison
21.00 La p'tite semaine	21.00 Rue des Pignons
21.30 Marcus Welby	21.31 Le 60
22.30 Téléjournal national, international et provincial	22.30 Téléjournal national, international et provincial
22.55 Nouvelles du sport et météo	22.55 Nouvelles du sport et météo
23.05 Approche	23.05 Cinéma
23.35 Cinéma	"Manège à la mode"
"L'homme à la Ferrarri"	Fermeture du poste: Je m'arrête

### CJPM-TV

LUNDI, 10 JANVIER 1977	MARDI, 11 JANVIER 1977
9.30 Fanfan Dédé	9.30 Fanfan Dédé
10.00 A la Bonne Heure	10.00 A la Bonne Heure
11.15 Dessins animés	11.15 A votre service
12.00 Souhaits des autorités	11.45 A tous les échos
12.30 Les tannants	12.15 Les nouvelles du midi
13.30 Cinéma	12.30 Les tannants
"Foudres sur Babylone"	13.30 Cinéma
15.00 Pour vous mesdames	"Le masque de fer"
16.00 Dessins animés	15.00 Pour vous mesdames
16.30 Patof voyage	15.30 Information santé
17.00 Pour tout l'monde	16.00 Escadrille sous-manne
18.00 Souhaits des autorités	16.30 Patof voyage
18.30 Parle parle, jase jase	17.00 Pour tout l'monde
19.30 Les Berger	18.00 Studio six
20.00 Cabaret	18.30 Parle parle, jase jase
20.30 Ciné-choix	19.00 Symphonien
"Les hommes"	20.00 Parlez-moi d'humour
22.30 Les nouvelles T.V.A.	20.30 José Todaro
23.00 En fin de soirée	21.00 Auto-patrouille
"L'incident"	21.30 Kojak
	22.30 Les nouvelles T.V.A.
	23.00 Dernière édition
	23.05 Météo
	23.10 En fin de soirée: "La fiancée du soldat"

### CBJET

LUNDI 10 JANVIER 1977	MARDI 11 JANVIER 1977
9.00 The friendly giant	9.00 The friendly giant
9.15 Mon ami	9.15 Mon ami
9.30 Québec school telecasts	9.30 Québec school telecasts
10.30 Mr. Dressup	10.00 Canadian schools
11.00 Sesame Street	10.30 Mr. Dressup
12.00 The Bob McLean show	11.00 Sesame Street
12.55 CBC News	12.00 The Bob McLean Show
13.00 Mary Hartman, Mary Hartman	12.55 CBC News
13.30 Coronation Street	13.00 Mary Hartman, Mary Hartman
14.00 All in the family	13.30 Coronation Street
14.30 The Edge of Night	14.00 All in the family (Repeat)
15.00 Take 30	14.30 The Edge of Night
15.30 Celebrity cooks	15.00 Take 30
16.00 It's your choice	15.30 Celebrity cooks
16.30 Coming up Rosie	16.00 It's your choice
17.00 Mr. Dressup	16.30 The Electric Company
17.30 Room 222	17.00 Homemade TV
18.00 The city at six	17.30 Room 222
19.00 The muppet show	18.00 The city at six
19.30 Lapiere	19.00 Laverne & Shirley
20.00 Rhoda	19.30 The Wolfman Jack Show
20.30 Phyllis	20.00 Happy days
21.00 Front page challenge	20.30 The King of Kensington
21.30 All in the family	21.00 M.A.S.H.
22.00 Newsmagazine	21.30 The fifth estate
22.30 Man Alive	22.30 Barney Miller
23.00 The national	23.00 The national
23.22 The city tonight	23.22 The city tonight
23.35 90 minutes live	23.35 90 minutes live
24.57 Station closing	24.57 Station closing

### SUR LE CÂBLE

TECS-TV	RADIO QUEBEC
CANAL 13	CANAL 8
LUNDI, LE 13 DECEMBRE 1976	
9.00 Chronique de France	13.00 Ciné-vacances: "Le gros et le petit"
9.30 Toutes dimensions	14.00 Ciné... plus: "La planète sauvage"
10.00 Mon pays, mes amours	16.30 Rythme: "Schulplattergruppe Alpenland"
10.30 Disco-club	18.30 Ciné-vacances: "L'heure des éléphants bleus"
11.00 Tour du monde en 80 tours	20.00 Faire et défaire: "La question de l'énergie"
12.00 Contact	20.30 Livraison spéciale: "Les Anglais sont arrivés"
17.30 Contact	
18.00 Chronique de France	
18.30 Toutes dimensions	
19.00 Mon pays, mes amours	
19.30 Disco-club	
20.00 Tour du monde en 80 tours	

### CJBR-TV

LUNDI, 10 JANVIER 1977	MARDI, 11 JANVIER 1977
9.10 The Sun Runners (c)	9.15 100 tours de centour (c)
9.30 Les orléans (c)	9.30 Les orléans (c)
9.45 En mouvement (c)	9.45 En mouvement (c)
10.00 Du soleil à cinq cents (c)	10.00 You hou (c)
10.15 Au jardin de Pierrot (c)	10.15 Minute moutoute (c)
10.30 Conseil Express (c)	10.30 Conseil Express (c)
11.00 Les trouvailles de Clémence (c)	11.00 Les trouvailles de Clémence (c)
11.30 Rinaldo Rinaldini (c)	11.30 Vers l'an 2000 (c)
12.00 Meli Melo (c)	12.00 Meli Melo (c)
12.30 Les coqueluches (c)	12.30 Les coqueluches (c)
13.30 Téléjournal (c)	13.30 Téléjournal (c)
13.35 Femme d'aujourd'hui (c)	13.35 Femme d'aujourd'hui (c)
14.30 Cinéma: "Ramuntcho" (c)	14.30 Cinéma: "Monsieur Personne"
16.00 Bobino (c)	16.00 Bobino (c)
16.30 Alexandre et le roi (c)	16.30 Nic et Pic (c)
17.00 Robinson suisse (c)	17.00 Nanny (c)
17.30 L'heure de pointe (c)	17.30 L'heure de pointe (c)
18.00 Ce soir (c)	18.00 Ce soir (c)
18.30 Information régionale, locale et sportive (c)	18.30 Information régionale, locale et sportive (c)
18.45 J.B. reçoit (c)	18.45 Mic Mac 2-5-4 (c)
19.00 La p'tite semaine (c)	19.00 Walt Disney (c)
19.30 Les Berger (c)	20.00 Grand-papa (c)
20.00 Y a pas de problème (c)	20.30 Symphonien (c)
20.30 Avec le temps (c)	21.00 Rue des Pignons (c)
21.00 Télé Sélection: Columbus: "Double choc" (c)	21.30 Le 60 (c)
22.30 Téléjournal (c)	22.30 Téléjournal (c)
23.00 A communiquer	23.00 Kojak (c)
00.05 Cinéma: "Eather et le roi"	00.00 Cinéma: "La blonde et le shérif" (c)
1.30 FERMETURE	1.30 FERMETURE

### WEZF-TV

LUNDI, 10 JANVIER 1977	MARDI, 11 JANVIER 1977
9.00 Good Day	4.30 Flintstones
10.00 PTL Club	5.00 Mickey Mouse
12.00 The Don Ho Show	5.30 Big Valley
12.30 Ryan's Hope	6.30 Green Acres
1.00 All my children	7.00 Star Trek
1.30 Family Feud	8.00 Captain and Tennie
2.00 \$20,000 Pyramid	9.00 Football
2.30 One Life to Live	11.45 Mary Hartman, Mary Hartman
3.15 General Hospital	
4.00 Edge of Night	

## FILMS A LA TELEVISION

Les cotes vont de (1), chef-d'oeuvre, à (7), minable. A, signifie pour adolescents et E, pour enfants.

### CHICOUTIMI — CJPM

LUNDI: 13h30

**LA VENGEANCE DU SHERIF (5)** — E.-U. 1969. Western de B. Kennedy avec Robert Mitchum, Robert Walker et Angie Dickinson. — Un shérif prend sous sa protection un jeune aventurier qu'il a tiré d'une mauvaise passe. — Situations classiques. Mise en scène de métier. Accents mélodramatiques. Interprétation satisfaisante.

LUNDI: 20h30

**LIGNE ROUGE 7000 (5)** — E.-U. 1965. Drame de H. Hawks avec James Caan, John R. Crawford et Laura Devon. — Intrigues amoureuses dans le monde des courses d'automobiles. — Scénario inconstant. Mise en scène conventionnelle. Scènes de course réussies. Interprétation faible.

LUNDI: 23h10

**VALET DE CARREAU (5)** — E.-U. 1967. Comédie policière de D. Taylor avec George Hamilton, Marie Laforêt et Joseph Cotten. — Deux experts en vol de bijoux organisent un cambriolage d'importance. — Début assez lent. Scénario ingénieux. Réalisation conventionnelle. Interprétation honnête. — A.

### JONQUIERE — CKRS-TV

LUNDI: 14h30

**RAMUNTCHO (5)** — Fr. 1958. Mélodrame de P. Schoendoerffer avec Mijanou Bardot, François Guérin et

Gaby Morlay. — Après un exil forcé, un contrebandier tente de retrouver celle qu'il aime. — Intrigue fade. Paysages bien photographiés. Interprétation guidée.

LUNDI: 23h05

**L'HOMME A LA FERRARI (4)** — It. 1967. Comédie satirique de D. Risi avec Vittorio Gassman, Ann-Margret et Eleanor Parker. — Un industriel marié se laisse prendre aux avances d'une jeune capricieuse. — Forme inventive. Observations satiriques cruelles. Réalisation souple. Jeu plein de brio de Gassman.

## CINEMA

**NORMANDIN**  
Cinéma Le Foyer  
Dernière représentation: "Attention au Blob" - "Adieu Bruce Lee".

**ALMA**  
Théâtre Alma  
Du 7 au 13 janvier incl.: "Folles nuits de noces" - "Les dépravés du plaisir".

**CHICOUTIMI**  
Impérial  
"L'agression" (sem.: 7h30; dim.: 1h00, 4h10, 7h20) - "Adolescentes perverties" (sem.: 9h00; dim.: 2h30, 4h40, 9h05).

**Cartier**  
"Gator" (sem.: 9h30; dim.: 3h00, 7h00) - "Buffalo Bill et les Indiens" (sem.: 7h30; dim.: 1h00, 5h00, 9h00).

**Capitol**  
"La kermesse des aigles" (sem.: 7h30; dim.: 3h00,

### RIMOUSKI

LUNDI: 21h00

**DOUBLE CHOC (5)** — E.-U. 1973. Drame policier de R. Butler avec Peter Falk, Martin Landau et Paul Stewart. — Un riche acteur songeait à se remarier est assassiné par un neveu cupide qui camoufle cette mort en accident. — Episode de la série "Columbo". Variations ingénieuses sur une formule éprouvée. Réalisation fonctionnelle. Interprétation appropriée.

"L'autre versant de la montagne".

**Centre**  
"Gator" - "Buffalo Bill et les Indiens".  
**Elysée**  
"L'agression" - "Adolescentes perverties".

**DOLBEAU**  
**Météore**  
Du 8 au 13 janvier incl.: "La reine de la lutte, Viviane Vachon" - "Pauvre Cécile".

**VOUS VOUDRIEZ UNE CHAMBRE PLUS SPACIEUSE?**



**ANNONCES CLASSEES**

CHICOUTIMI: 545-4895  
ALMA: 662-7829  
ST-FELICIE: 679-3832

LUNDI, 10 JANVIER, 18h30, REPRISE, MARDI, 13h00, CINE-VACANCES. "L'heure des éléphants bleus". Du cinéma pour les enfants et les adolescents.

19h30, REPRISE, LUNDI, 14h00, CINE... PLUS. "La planète sauvage". Sur la planète Ygam, où vivent des êtres supérieurs en taille et en sagesse et qui ont ramené d'une lointaine planète de curieux petits animaux, les oms. Mais, voilà que ceux-ci se révoltent.

MARDI, 11 JANVIER, 18h30, REPRISE, MERCREDI, 13h00, CINE-VACANCES. "Les deux amis silencieux". Du cinéma pour les enfants et les adolescents.

Pour tous renseignements concernant l'abonnement à TELESAG, veuillez communiquer au numéro suivant: **Tél.: 545-1112**

Disponibilité des services à Chicoutimi-Nord, boul. St-Ignace, le grand Chicoutimi et ville de Jonquière (secteur Arvida) et Rivière-du-Moulin.

Nations unies

# Le Canada entame un mandat de deux ans au Conseil de sécurité

**NATIONS UNIES (PC)** — Le Canada entame cette année un mandat de deux ans comme membre du Conseil de sécurité des Nations unies. En cette qualité le Canada aura une voix directe dans les délibérations du Conseil de sécurité concernant les problèmes en Afrique et au Proche-Orient, ainsi que l'avenir des relations entre le tiers-monde et les pays occidentaux industrialisés.

Le rôle nouveau que jouera le Canada le placera également, croit-on, en conflit direct avec les Etats-Unis sur certaines questions; ce pays est son allié le plus proche et un des cinq membres permanents du conseil, au même titre que le Royaume-Uni, l'Union soviétique, la France et la Chine.

Le premier de ces affrontements se produira peut-être dès le début de la nouvelle année, alors que le conseil étudiera la demande d'admission du Vietnam. Le Canada, qui endosse le principe d'universalité pour les Etats membres de l'ONU, appuiera probablement le Vietnam, tandis que les Etats-Unis ont juré de s'opposer à l'entrée des Vietnamiens, tant que ceux-ci n'auront pas rendu compte des Américains tués ou disparus pendant la longue guerre au Vietnam.

L'Assemblée générale a choisi le Canada pour prendre un siège occupé précédemment par un pays d'Europe occidentale, lors de la rotation effectuée tous les deux ans des 10 sièges non-permanents.

Les autres nouveaux membres du conseil sont l'Allemagne de l'Ouest, l'Inde, le Venezuela et l'île Maurice.

L'élection au Conseil de sécurité s'est déroulée vers le milieu de la session d'automne de l'Assemblée générale; cette session manquait singulièrement de la virulence qui avait caractérisé les sessions de 1974 et 1975.

Les diplomates ont décrit l'assemblée de cette année comme étant une session "d'attente", pendant laquelle les Arabes et les dissidents du tiers-monde attendaient le résultat des négociations et des pourparlers qui avaient lieu en dehors de l'ONU au sujet du Proche-Orient, de la Rhodesie et des autres pays d'Afrique australe.

Au Proche-Orient, par

exemple, la tendance générale semblait être de s'éloigner de la diplomatie secrète pour se diriger vers une reprise de la conférence de Genève, ajournée depuis la guerre du Yom Kippour de 1973.

**Détail encourageant**

Un des détails encourageants, sur la scène du Proche-Orient, a été le fait que l'Organisation de libération de la Palestine, affaiblie par la longue guerre civile au Liban, semblait sur le point d'accepter le principe d'un "mini-Etat" palestinien sur la rive ouest du Jourdain et dans la bande de Gaza; ces territoires arabes sont occupés par les Israéliens depuis le conflit de 1973. L'OLP

semblait vouloir cesser d'exiger que l'Etat moderne d'Israël soit démantelé et remplacé par un Etat séculaire, comme celui de l'ancienne Palestine.

Sur le plan économique, les délégués du tiers-monde ont évité de prendre des mesures susceptibles de troubler l'avance de la conférence nord-sud de Paris, entre pays industrialisés et pays sous-développés. Les entretiens de Paris, nés de la confrontation entre le tiers-monde et l'Occident lors des sessions antérieures de l'Assemblée générale, sont destinés principalement à combler l'écart économique entre les pays nantis et les autres.

L'Assemblée générale a adopté des résolutions critiquant Israël pour l'occu-

pation du sol arabe, et en particulier pour le fait qu'Israël a établi des villages juifs permanents dans ces régions, mais les débats n'avaient pas la violence des sessions précédentes.

Il y eut aussi les résolutions habituelles visant à condamner les politiques d'apartheid en Afrique du Sud, de même que le refus persistant de ce pays d'abandonner la souveraineté sur la Namibie, le territoire connu autrefois sous le nom de Sud-Ouest africain et dont l'ONU souhaite l'indépendance.

Une des grandes réalisations de l'Assemblée générale a été l'entente unanime de commencer la rédaction d'un traité global, proposé par l'Allemagne de l'Ouest, contre les prises d'otages.



**POUR LUTTER CONTRE LA FAIM** — Frances Moore Lappe, codirectrice et fondatrice de l'Institut de l'alimentation et du développement (Institute for Food and Development Policy) visitera des villes canadiennes en février. Ce programme d'éducation, commandité par les grandes religions du Canada, a pour but de multiplier les chances de développement, surtout dans les pays défavorisés. Mme Lappe est l'auteur de deux livres sur la faim dans le monde. (Photo PC)

## Ottawa voudrait bien sauver érables, bouleaux et ormes

**OTTAWA (PC)** — A l'avenir, les arbres qui bordent de nombreuses rues d'Ottawa seront peut-être plus rares. En effet, la capitale nationale a une équipe de 40 hommes et deux inspecteurs qui travaillent toute l'année pour tenter de sauver les arbres de la maladie, mais dans bien des cas tout ce qui reste à faire c'est de les abattre. Les ormes, les érables et les bouleaux sont tous malades.

La maladie hollandaise des ormes fait tellement de ravages qu'un spécialiste d'Ottawa estime que dans 10 ou 12 ans, il ne restera plus un seul orme. "Nous ne plantons même plus d'ormes, parce que c'est une perte de temps", déclare M. Brian Smith, employé au service des parcs et arbres de la ville. En dépit de recherches poussées on n'a encore pu trouver un remède à cette maladie.

Les érables sont attaqués par un champignon appelé verticillium, également dévastateur. Personne ne connaît de remède contre ce champignon qui empêche les arbres de se nourrir en bouchant les vaisseaux qui transmettent les substances nutritives des racines jusqu'au tronc et aux branches.

M. Alfred Bolton, spé-

cialiste en pathologie des plantes à la ferme expérimentale d'Ottawa, déclare que le champignon verticillium infecte le sol, et se transmet d'un arbre à l'autre par les écoulements d'eau ou par le déplacement physique de la terre infectée, comme par exemple le fait de creuser dans un jardin. Une fois dans le sol, le verticillium menacera toujours l'arbre d'une infection renouvelée.

Les bouleaux sont également atteints de maladies mais ils peuvent être guéris, dit M. Bolton. "Une fois que nous savons ce que c'est, nous savons quel poison utiliser."

L'an dernier, 600 ormes ont été abattus sur les terrains appartenant à la ville d'Ottawa. Environ le même nombre ont dû être coupés cette année, ce qui ne laisse à la ville que 4.000 ormes.

Depuis le mois d'avril, la population a adressé à la ville plus de 1.900 plaintes concernant des arbres malades, dit M. Smith.

**Maladie au ralenti**

La ville a entrepris un programme d'injections, lesquelles auront peut-être pour effet de ralentir le

progrès de la maladie des ormes, au moins dans le cas de certains arbres qui ont une valeur esthétique. Les injections ne sont efficaces que si on les donne aux arbres qui ne sont pas trop malades, dit M. Smith. Quelque 250 arbres ont été ainsi "vaccinés" au cours de l'été.

Quant au programme d'injections a commencé il y a trois ans, il coûtait \$300 par arbre. Cet été, le coût a été réduit à \$60 l'arbre, en

injectant le produit chimique dans le tronc plutôt que dans les racines.

Selon M. Smith, un orme parvenu à maturité peut mourir en deux semaines s'il est infecté par le champignon.

La ville d'Ottawa dépense \$500.000 par année pour l'entretien des arbres le long des rues et dans les parcs. On estime à 50.000 le nombre des arbres qui sont sur les terrains municipaux.



## Les journalistes en réunion samedi

**OTTAWA (PC)** — La réunion annuelle des journalistes du Parlement, qui aura lieu samedi prochain, devrait examiner la question de savoir s'il y a plus de membres que ne peut en contenir la galerie de la presse à la Chambre des communes.

La direction de la galerie de la presse, qui compte 180 membres, a voté à la majorité le mois dernier pour l'exclusion d'une vingtaine de journalistes.

Les questions qui ont été examinées portaient, entre autres, sur le nombre de places disponibles aux pupitres de la galerie, qui est placée sous l'autorité du président des Communes. On s'est aussi interrogé sur le nombre insuffisant de places de stationnement automobile, sur l'accès au

restaurant et aux cafétérias du Parlement.

A leur prochaine réunion, les membres de la galerie de la presse examineront les amendements à la constitution prévoyant une classe de membres associés qui, présume-t-on, pourraient avoir accès à la Chambre des communes, à la bibliothèque du Parlement et aux documents distribués quotidiennement par les services de la galerie.

Parmi les 20 membres exclus de la galerie de la presse pour l'année 1977, figurent des journalistes de Radio-Canada, des quotidiens d'Ottawa, The Citizen et The Journal, de la Presse Canadienne, du Toronto Star et du magazine Maclean.

## Il y a deux ans Plus de 2,700 cies en faillite

**OTTAWA (PC)** — D'après un rapport émis par le surintendant fédéral des faillites, 2.790 compagnies se sont déclarées en faillite en 1974.

Ce nombre est inférieur de 6.1 pour cent au nombre de faillites enregistrées en 1973 et ce, malgré la récession qui a prévalu en 1974.

Selon les statistiques, les marchands en gros et au détail ont été les plus touchés en 1974, avec 44 pour cent des cas, soit 1.231 des faillites rapportées.

Et dans ce groupe, les vendeurs d'automobiles, et de machinerie ont connu

les plus grands revers, 229 compagnies ayant déclaré faillite dans ce domaine.

Le surintendant fédéral des faillites, qui établit son rapport pour le ministère de la Consommation et des Corporations, à Ottawa, est chargé de voir à la bonne administration des successions confiées à des syndic de faillite privés, de nommer des syndic de faillite à même les fonds publics lorsqu'il est impossible de trouver des syndic privés et de surveiller les abus qui pourraient être commis dans le domaine du crédit.

monde des affaires est passé de 2.000 à 7.000 environ entre 1966 et 1974, le nombre des compagnies qui se sont déclarées en faillite a relativement peu changé, n'augmentant que légèrement après 1970.

Par catégories, 550 compagnies industrielles se sont déclarées en faillite en 1974, 448 dans la construction, 244 dans le secteur manufacturier, 174 dans les transports, communications et autres services publics, 93 dans l'industrie des matières premières et 35 dans les finances, les assurances et l'immobilier.

toutes ces compagnies en faillite se sont montées à \$266.5 millions.

Le Québec et l'Ontario ont eu la part du lion en matière de faillites, avec 40 pour cent environ en Ontario et 38 pour cent au Québec. La Colombie-Britannique en a eu 730.

Au cours de 1974, 53 plantes ont été déposées en rapport avec des faillites. Ces plantes se sont traduites par 380 accusations d'après la Loi sur les faillites et le Code pénal.

Parmi les 277 accusations entendues durant l'année, 121 se sont terminées en condamnations.



**L'ART DE PRISER** — Mel Thistle, professeur de journalisme à l'Université Carleton, donne une démonstration de l'art de priser, chose qu'il pratique depuis près de 20 ans. M. Thistle a plus de 150 tabatières dans sa collection. (Photo PC)

Selon un graphique accompagnant le rapport du surintendant fédéral des faillites, on remarque que tandis que le nombre de faillites en dehors du

## Mackasey de retour à Ottawa?

**FALHER, Atlanta (PC)** — M. Bryce Mackasey, ancien ministre des Postes, a déclaré dimanche qu'il se pourrait bien qu'il pose de nouveau sa candidature à une élection fédérale.

M. Mackasey, qui est à présent membre de l'Assemblée nationale québécoise, a pris la parole à Falher au cours d'une tournée de quatre jours en Alberta.

Puisqu'il n'y aura pas d'élections provinciales au Québec avant 1979, la possibilité d'une élection fédérale l'an prochain lui permettrait de réviser sa position.

Il a toutefois précisé qu'il s'occupait actuellement, uniquement des affaires du Québec. Il se propose d'aider le chef libéral intérimaire, M. Gérard Lévesque, à rebâtir le Parti libéral en insufflant "une philosophie pro-canadienne".

Il estime que l'avenir du Canada dépend de l'Assemblée nationale québécoise. C'est la raison pour laquelle il entend y rester, au moins quelque temps.

M. Mackasey, qui a entamé sa tournée en Alberta samedi, sera à Calgary aujourd'hui.

La petite ville de Falher, dont la population est en majorité francophone, est située à quelque 270 miles au nord-ouest d'Edmonton.

POUR TOUS

**L'AUTRE VERSANT DE LA MONTAGNE**

2<sup>e</sup> FILM

CANADIEN - Alma TEL. 662-3003

CAPITOL 543-3280

BELLEVUE 542-5519

LA KERMESE DES AIGLES

PIERRE DAVID présente UNE SÉLECTION DES FILMS MUTUELS 18 ANS

**L'agression**

Catherine Deneuve • Jean-Louis Trintignant

Claude Brasseur

avec participation et musique de Robert Charlebois

IMPERIAL 543-5080

ÉLYSÉE 542-5701

GATOR. CELUI QUI COÛTE, ÉCRASE. DÉFONCE, PULVÉRISE LE MAITRE DE LA GARAGE.

14 ANS

BURT REYNOLDS EST "GATOR"

BUFFALO BILL ET LES BERTIERS

CARTIER 543-7100

CENTRE 542-6701

SAGUENAY 544-4111

**CINÉMAS PLACE DU ROYAUME**

Ouvert le samedi-dimanche-mercredi dès 12h30

"ALL THE PRESIDENT'S MEN"

14 ANS

REDFORD/HOFFMAN

Horaires: "Homme du président": 12h40 - 4h50 - 9h00

"Les grandes gueules": 3h00 - 7h10

2<sup>ème</sup> film "GUEULES"

CINEMA 1

LE FILM LE PLUS EXCITANT ET LE PLUS ORIGINAL DE TOUS LES TEMPS

POUR TOUS

**King Kong**

PG-13

HORAIRE: 1h30 - 4h00 - 6h30 - 9h00

CINEMA 2

LE GITAN DÉCLANCHE UNE GUERRE TOTALE

14 ANS

**DELON EST LE GITAN**

Horaires: Solitaire: 12h40 - 4h15 - 7h45

Delon est le Gitan: 2h25 - 5h50 - 9h30

2<sup>ème</sup> film: "Le film: solitaire"

CINEMA 3

**Pêcheurs du Canada**

# Le pays a maintenant accès à quelques-unes des plus riches zones de pêche au monde

par Alex Binkley

OTTAWA (PC) — Le Canada s'est agrandi de 17 pour cent le 1er janvier, et les pêcheurs des deux côtes espèrent que cela améliorera leur situation. Au moment où 1976 prenait fin, le Canada étendait sa juridiction sur les eaux de la pêche jusqu'à 200 milles de ses côtes, ce qui lui donne la main haute sur quelques-unes des plus riches zones de pêche au monde.

Les nouvelles zones de pêche au large des deux côtes placent sous la juridiction canadienne plus de 630,000 milles carrés d'océan, l'équivalent de la moitié du territoire des quatre provinces de l'Ouest. Le 1er mars, jour où les Etats-Unis proclamèrent leur propre limite de 200 milles, le Canada se prolongera de 200 milles dans l'Arctique, ce qui représente un gain territorial de 12 pour cent.

Des négociations difficiles sont à prévoir cependant avec la France et les Etats-Unis, en ce qui concerne les frontières définitives pour le moment, on est encore à négocier des arrangements temporaires, en attendant de se mettre d'accord sur les traités, et cela peut prendre plusieurs années.

Quoi qu'il en soit, les autorités du ministère des Affaires extérieures et du ministère des Pêcheries sont satisfaites des résultats obtenus après une campagne de 20 mois destinée à faire accepter internationalement l'extension entrée en vigueur le 1er janvier.

**Les pêcheurs**

D'une année à l'autre, les pêcheurs assistaient

au déclin de ce qu'ils considéraient être leur héritage, et ils étaient convaincus que la limite de 200 milles pourrait seule sauver les réserves de poissons pillées par les chalutiers d'autres pays. Mais leurs protestations semblaient avoir très peu d'effet: le Canada semblait impuissant à convaincre ses partenaires que les réserves de poissons étaient menacées d'extinction.

Cette question, particulièrement au large de la côte est, a atteint son point culminant aux environs de 1970. Mais avant même que la Commission internationale des pêcheries de l'Atlantique du Nord-Ouest (CIPAN) se soit saisie du problème, le Canada en était arrivé à la conclusion que la seule solution était d'imposer une limite de pêche de 200 milles.

Au cours d'une interview accordée en fin d'année, le ministre des Pêcheries, M. Roméo LeBlanc, a déclaré que ses collègues et lui avaient acquis en mai 1975 la conviction que le contrôle était la seule façon de revitaliser les pêcheries. C'est pendant les sessions, à Genève, de la conférence sur le droit de la mer, pendant ce même mois de mai, que M. LeBlanc déclare avoir atteint la conclusion qu'il y avait peu de chances d'en venir à un accord international pour protéger les pêcheries.

**Une stratégie**

Peu après, le ministère des Pêcheries entreprit la préparation d'un programme destiné à étendre la juridiction du Canada. Pendant les premiers stades de la mise sur pied d'une stratégie,

M. LeBlanc et le ministre des Affaires extérieures, M. Don Jamieson — ce dernier était alors ministre du Commerce — reçurent à dîner, à Ottawa, le ministre norvégien de la pêche, accompagné de quelques collègues. La discussion porta sur "la méthode à adopter pour les pays qui, comme le Canada et la Norvège, n'ont aucunement l'intention d'avoir recours aux armes pour imposer leur juridiction".

M. Len Legault, directeur du Service international des pêcheries et probablement le principal instigateur de la campagne en faveur de la limite de 200 milles, suggéra que les deux pays élaborent un traité bilatéral par lequel chacun reconnaîtrait le droit de l'autre de gérer: les zones de pêche à l'intérieur de leur propre limite de 200 milles.

**Autres pactes**

Le traité, signé en décembre 1975, servit de modèle pour les accords avec les autres pays. Vers la fin du printemps, les nations qui représentent 88 pour cent de la pêche étrangère au large de la côte est avaient accepté une limite canadienne de 200 milles.

Dans l'intervalle, le Canada intensifia ses recherches et la surveillance exercée sur les pêcheries, et recueillit des preuves que les règlements trop peu sévères et le CIPAN étaient inadéquats, et que même les importantes réductions dans les contingents aux quels le CIPAN avait consenti en 1974 et 1975 n'étaient pas suffisantes pour permettre aux réserves de se renouveler. "Nous avons dû prouver

que nous avions de bonnes raisons d'imposer une limite de 200 milles", de dire M. LeBlanc.

Les autres pays purent se rendre compte du fait que le Canada était sérieux quand il ferma les ports de la côte est aux navires soviétiques pendant quelques semaines, en juillet 1975, et quand il réprimanda sévèrement l'Espagne et le Portugal pour avoir violé à plusieurs reprises les normes de contingentement imposées par la CIPAN.

Au printemps 1976, "nous savions où nous allions, et que désormais nous avions le contrôle des événements".

Juste avant l'assemblée annuelle de la CIPAN, en juin dernier à Montréal, le Canada annonça qu'il établirait une limite de 200 milles dès le 1er janvier 1977. Quelques jours plus tard, M. LeBlanc disait aux délégués que le Canada était disposé à quitter la commission. Il ajoutait toutefois que la commission continuait d'être utile, et que le Canada était consentant à la laisser établir les contingents de poissons, pour 1977 seulement, à condition que ces contingents tiennent compte des objectifs canadiens.

Le Canada commença à établir ses propres contingents en 1978. Ayant entendu le même langage aux Etats-Unis la commission dut se résigner à accepter.

L'étape finale survint le 2 octobre, sous la forme d'un arrêté ministériel qui signifiait un avis de 60 jours, tel que le requiert un statut de 1971, pour l'institution de la limite de 200 milles.

**Aux étrangers**

De façon générale, le

Canada fixera à ses pêcheurs et aux pêcheurs étrangers des contingents assez bas pour que les poissons aient le temps de croître et de se reproduire. Aux étrangers, on assignera le poisson qui excède les capacités de pêche du Canada.

Certaines espèces demanderont environ trois ans pour récupérer, tandis que d'autres prendront une dizaine d'années.

On a déjà commencé à étudier des moyens permettant de répartir équitablement l'allocation de poissons du Canada pour 1977, laquelle sera à peu près la même que pour 1976.

Les négociations avec les Etats-Unis et la France comportent des enjeux considérables pour le Canada. Le Canada et les Etats-Unis ont publié les limites qu'ils proposent, et celles-ci se chevauchent à quatre endroits. Ce sont les frontières entre le Maine et le Nouveau-Brunswick, où le riche Georges Bank est en jeu; entre la Colombie-Britannique et l'Etat de Washington; entre la Colombie-Britannique et l'Alaska et entre le Yukon et l'Alaska. Les circonstances varient pour chacun des quatre endroits litigieux, et on peut s'attendre à des négociations longues et détaillées. Quant à la dispute avec la France, elle consiste à déterminer la limite autour des îles françaises de St-Pierre-et-Miquelon, au sud de Terre-Neuve.

Ces îles sont enveloppées par la zone canadienne de 200 milles. La France et le Canada sont convenus d'adopter une attitude de tolérance mutuelle dans cette région.

**Marine**

## Un laboratoire qui fabrique des tempêtes artificielles

NAP — Les installations parisiennes du Bassin d'essais des Carènes dépendant de la Direction technique des constructions navales (ministère de la Défense nationale) — au 3e rang dans le monde après celles des Etats-Unis et d'URSS — permettent de résoudre tous les problèmes d'hydraulique navale.

Utilisées par la Marine nationale pour l'ensemble des études de Carènes, phase essentielle de la construction des navires de guerre de surface, des sous-marins et de l'armement, ces vastes installations disposant d'un matériel hautement perfectionné sont également à la disposition de la marine marchande, des chantiers privés de construction navale, des armateurs et des sociétés d'ingénierie.

Disposant de plusieurs bassins de traction (de 160 à 220 mètres de longueur) ou de giration, ce laboratoire d'essai réalise sur modèles à échelle réduite, pouvant atteindre jusqu'à une dizaine de mètres de longueur et représentant les caractéristiques exactes des navires étudiés, les conditions variées de navigation: résistance à la marche, manoeuvrabilité, tenue à la mer (tous les effets de houle sont réalisables dans les bassins), ainsi que la propulsion avec la définition exacte de la forme à donner aux hélices, etc...

La parfaite similitude de réactions de maquettes de coques construites avec la plus grande précision et de navires

en vraie grandeur qu'elles représentent a été largement démontrée dans la pratique, de sorte que peuvent être exactement calculés profils et annexes de carénage, systèmes de propulsion et de stabilisation offrant les meilleurs performances.

Aussi, la construction d'aucun grand navire ou bâtiment spécialisé, ne saurait être lancée sans qu'il soit procédé à la série d'essais conçue par les ingénieurs du Bassin, dont les équipements sont uniques en France.

De fait, parmi les nombreuses maquettes exposées dans le centre, on distingue aussi bien celles de porte-avions que de super-pétroliers en passant par toute une gamme de bâtiments civils et militaires dont la construction exige cet indispensable investissement initial.

La vocation du laboratoire porte également sur les recherches et applications concernant les navires à haute performance (profil de coque d'hydroglisseur, etc...) notamment la résistance aux tempêtes et la transportabilité.

Les pays industriels accélèrent partout la prospection du pétrole d'origine sous-marine, en voie de devenir concurrentiel. La Grande-Bretagne compte, par exemple, faire face, vers 1985, à l'ensemble de ses besoins énergétiques, grâce aux gisements d'Ekofisk, de Brent, de Cormorant et de Forties.

**Manitoba**

## Un président d'université qui sait maintenir la communication entre les divers groupes

WINNIPEG (PC) — L'homme qui vint ouvrir la porte portait un pantalon de velours côtelé et un chandail noir à col roulé. "C'est mon jour de congé", dit-il.

Cet homme calme et affable était M. Ralph Campbell, qui, au cours d'une vie de 58 ans, a été tour à tour fermier, aviateur, éducateur, économiste, conseiller auprès de gouvernements étrangers et administrateur d'université. "J'aime administrer une université", a-t-il répondu simplement, quand je lui ai demandé pourquoi il avait accepté de remplir le poste de président de l'Université du Manitoba, quand on le lui a demandé, au début de cette année.

M. Campbell, m'a expliqué que tout allait très bien au Collège de Scarborough, où il était principal depuis 1972. A Scarborough, un collège affilié à l'Université de Toronto, les inscriptions étaient au complet, et la réputation de l'institution comme centre d'enseignement grandissait.

Par ailleurs, le campus de 15,000 étudiants, dans la banlieue de Winnipeg, traversait des années difficiles, alors qu'à la suite de conflits syndicaux sans précédent, les salaires avaient monté en flèche, et que les taux élevés d'inflation faisaient monter

considérablement les autres coûts.

Le prédécesseur de M. Campbell, M. Ernest Sirluck, qui a démissionné une année avant la fin de son contrat de cinq ans, avait conservé pendant cette période troublée, une attitude que certains jugeaient hautaine et réservée.

**Un style différent**

Chaleureux et aimable, facile d'accès et très présent sur le campus, M. Campbell, par bien des côtés, est exactement le contraire de son prédécesseur. Contrairement à la plupart des présidents d'université, par exemple, il préfère continuer à enseigner, et donne chaque mardi soir un cours d'économie.

M. Campbell, veuf depuis 1975, a trois enfants qui sont de jeunes adultes. Au moins une fois par semaine, il aime recevoir dans sa confortable demeure, des groupes d'universitaires.

Au cours de l'interview, il a dit à plusieurs reprises qu'une des principales tâches, dans n'importe quelle université, c'est de maintenir la communication entre les divers groupes: professeurs, sénat, public, étudiants, services et administrateurs. Selon lui, c'est la meilleure façon de minimiser les conflits.

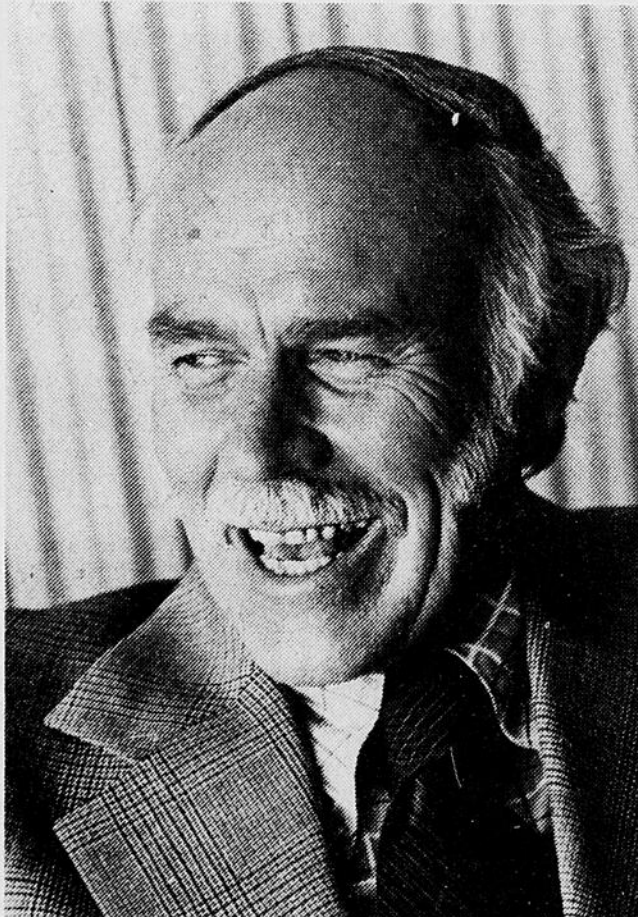
**Besoins individuels et institutions**

Il considère comme un facteur très important la relation entre les individus et les grandes institutions qui peuvent souvent être impersonnelles et froides. Les nouveaux venus à l'université doivent, selon lui, "sentir que quelqu'un s'intéresse à l'étudiant en tant qu'individu".

M. Campbell considère le fait d'augmenter la sélectivité à l'université comme étant essentiellement humain; dans son discours inaugural, il a déclaré que les taux élevés d'échecs qui sont le résultat de normes peu élevées d'entrée sont "un gaspillage du point de vue social" et sont "psychologiquement dommageables".

"Ce serait tellement mieux si les étudiants travaillaient pendant un an ou deux, et ensuite revenaient avec une meilleure idée de ce qu'ils veulent faire" a-t-il dit.

Cette attitude provient peut-être de son expérience personnelle; en effet, il y a eu un écart de neuf ans entre le moment où il a fini l'école secondaire et le jour où il est entré à l'université. Dans l'intervalle, il est resté sur la ferme de ses parents, près de Belleville, Ont., et il a fait carrière pendant la guerre dans l'aviation canadienne.



UNE CARRIERE BIEN REMPLIE — M. Ralph Campbell, qui est devenu président de l'Université du Manitoba au début de 1976, a eu une carrière diversifiée. Au cours de ses 58 années, il a été tour à tour fermier, aviateur, éducateur, économiste et conseiller auprès de gouvernements étrangers. (Photo PC)

## La publicité vous aide à choisir

LE BUREAU CONSULTATIF DE LA PUBLICITÉ AU CANADA

### Uniroyal aide aux propriétaires de petites voitures à rouler et rouler encore!

M + S

“Plus”

\$45<sup>95</sup>

**GRANDEUR: 155-SR-13**  
**FLANC: NOIR**

Le pneu à neige au dessin Européen possède une bande de roulement de modèle chantourné en plus d'une composition Canadienne dans la semelle et qui a fait ses preuves fournissant une traction superbe dans la neige et sur la glace. Durant les pires hivers il fait ses preuves durant des milles et des milles et pour pleine valeur pour votre dollar.

**S'adapte aux**

- Bobcats Vegas
- Datsuns Volkswagens
- Pintos Volvos
- Toyotas et autres

ROULEZ EN DOUCEUR

Voyez nos experts pour un **BALANCEMENT ELECTRONIQUE**

Roulez jusqu'aux

CENTRES UNIROYAL

1133, boul. Talbot  
Chicoutimi: 549-5656